

UNIVERSITE DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Le Pouvoir d'Examen en Chine

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

présentée et soutenue le 20 décembre 1935, à 15 heures

PAR

VEY DÉ TCHAO

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. LALOUEL, professeur.
Assesseurs. . .	TEITGEN, agrégé.
	GROS, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Pouvoir d'Examen en Chine

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Droit public)

présentée et soutenue le 20 décembre 1935, à 15 heures

PAR

VEY DÉ TCHAO

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. LALOUEL, professeur.
Assesseurs . . .	TEITGEN, agrégé.
	GROS, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1935

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, **, ☿ I).

Assesseur du Doyen: M. BROCARD (*, ☿ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ☿ I) MICHON (*, ☿ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☿ I).

ROLLAND (☿ I).

MOREL (*, ☿ I).

GÉNY (F.) (C *, ☿ I).

RENARD (☿ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☿ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ☿ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ☿ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☿ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, **, ☿ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☿ I), professeur de Droit criminel.

KRCCELL (☿ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☿ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☿ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☿ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (**, ☿ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (**, ☿ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT, (☿ I), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON (☿ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

BERTRAND (☿ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

Le système d'examen donne au gouvernement le moyen d'avoir des hommes capables dans les administrations, ce qui rend les Etats, qui presque tous ont adopté le système d'examen, beaucoup plus forts.

Le système d'examen de la Chine a été exécuté il y a deux mille ans; son origine est donc très ancienne. Son caractère du pouvoir d'examen est surtout indépendant et meilleur que dans tout autre état à cause de sa valeur au point de vue études.

Quelque système qui soit exécuté, son influence se répand dans toute la société. Or, si nous désirons trouver l'origine des systèmes, il nous faut d'abord vérifier la situation à ce moment.

En Chine, il y a l'histoire des monarchies qui ont gouverné jusqu'en 1911. L'évolution de la période monarchique a marché très lentement. Nous pouvons la diviser encore en deux périodes:

1° La période féodale (aristocratique, 2065 avant J.-C. - 247 avant J.-C.).

2° La période monarchique proprement dite (247 avant J.-C. - 1911).

Tous les empereurs de l'une et l'autre période ont considéré les états comme un domaine de famille et ils ont aussi désiré garder longtemps le pouvoir. Mais

ceux de la période monarchique ont su choisir des hommes capables de bien les aider dans le gouvernement.

Pendant la période féodale, le gouvernement a été entre les mains des aristocrates (comme : seigneurs, ducs, marquis, comtes, etc.). Ceux-ci se transmettent les fonctions de père en fils. Devant obligatoirement exercer ces fonctions, ils étudient la politique dès leur enfance et deviennent aptes à exercer leurs fonctions. Donc nul besoin, à ce moment, de choisir des hommes capables parmi les vilains. Il n'y a donc pas de système d'examen. A partir de 247 avant J.-C., les seigneurs, qui tiennent leurs domaines de l'empereur, deviennent indépendants. D'abord nombreux, une centaine environ, les plus puissants s'emparent des domaines de leurs voisins et il subsiste alors seulement sept seigneuries presque aussi importantes que le domaine de l'empereur. De là, une période de guerres civiles. Tous les états cherchent des hommes susceptibles de bien gouverner et ils les trouvent aussi bien dans le peuple que dans la noblesse. Parfois des bourgeois, des paysans, des ouvriers même deviennent ministres ou généraux et, peu à peu, la noblesse leur abandonne le pouvoir.

Puis ces sept Etats sont réunis en un seul : c'est le commencement de la période monarchique (247 avant J.-C.) qui durera jusqu'en 1911. Il y a une grande différence entre la période monarchique et la période aristocratique, car dans la période monarchique, l'empereur, qu'il soit capable ou non, ne peut s'occuper, seul, de tous les problèmes politiques ou

administratifs du pays, et recourt alors pour l'aider à des hommes intelligents et instruits, qui ne se trouvent pas seulement dans cette minorité qu'est la noblesse, mais dans tout le peuple.

Mais les hommes incapables sont aussi nombreux, dans un état, sinon plus que les hommes intelligents. Comment les connaître et faire un choix judicieux? Vérifier par soi-même? Le problème est difficile dans un vaste état. S'en rapporter à l'opinion publique? Souvent cette vérification objective n'est pas juste. Il fallait obligatoirement trouver un moyen pour éliminer les incapables et donner aux hommes ayant des aptitudes l'occasion de les révéler.

Lorsque les sept états sont réunis, c'est-à-dire au moment de la période monarchique, les apanages sont supprimés et l'aristocratie est ruinée. Alors le système d'examen est créé.

Mais pendant la période monarchique, c'est l'empereur qui est le chef suprême. Et ce chef désire garder son pouvoir; en vue de cette fin, il choisit des hommes capables, surtout de lui être fidèles et de lui conserver son trône, et qui ignorent ou veulent ignorer qu'un administrateur doit travailler pour tout le peuple. Ces hommes façonnent leur âme, leur pensée, leurs idées sur celles de l'empereur et travaillent dans son seul intérêt.

Pendant la période monarchique, de 247 avant J.-C. à 1404, le pouvoir d'examen et le pouvoir exécutif sont réunis.

A partir de 1405 (1), le pouvoir d'examen est
(1) Dynastie Ming (1405-1611).

complètement indépendant. Dans chaque province, il y a un inspecteur de l'instruction chargé seulement de faire passer les examens aux étudiants. Cet inspecteur ne relève d'aucune administration, et aucun administrateur n'a le droit d'intervenir dans ses jugements. Cet inspecteur peut faire passer les examens une fois par an, en province.

Dans la capitale, il y a un inspecteur suprême de l'instruction qui, tous les trois ans, fait passer un examen aux étudiants venus de la capitale et des différentes provinces.

De même que chaque inspecteur a «carte blanche» dans sa province pour faire passer les examens, de même le jugement de l'inspecteur suprême est sans appel, et ni l'empereur même, ni le premier ministre ne peuvent changer les noms des étudiants qui ont passé l'examen. C'est le caractère du pouvoir d'examen indépendant.

Après la révolution de la Chine, en 1911, on organise la république et on divise le gouvernement en cinq cours :

- 1° La cour du pouvoir exécutif ;
- 2° La cour du pouvoir législatif ;
- 3° La cour de justice ;
- 4° La cour des censeurs ;
- 5° La cour d'examens.

Le gouvernement est donc divisé en cinq pouvoirs bien distincts et le pouvoir d'examen est nettement indépendant. Mais, dans la période républicaine, le pouvoir d'examen subira autant de variations que dans la période monarchique.

Parmi les étudiants ayant réussi à l'examen, les empereurs trouvaient des hommes disposés à les servir en modelant leurs idées sur les leurs; le gouvernement républicain y trouve des hommes du peuple capables d'assumer des fonctions officielles.

La révolution a apporté un grand changement dans le système d'examen. Dans cette thèse, le pouvoir d'examen en trois parties sera divisé:

1° Le pouvoir d'examen réuni au pouvoir exécutif;

2° La période du pouvoir d'examen indépendant;

3° Le système actuel d'examen de la Chine.

Des perspectives seront dessinées, dans la conclusion, dans le but d'une révision du système d'examen.

Le pouvoir d'examen en Chine est le sujet de ce livre.

PREMIÈRE PARTIE

LE POUVOIR D'EXAMEN
RÉUNI AU POUVOIR EXÉCUTIF

CHAPITRE PREMIER

LA PÉRIODE D'ÉLECTION (247 avant J.-C. - 150 avant J.-C.)

Il y a deux méthodes pour choisir des hommes aptes à exercer ces fonctions: 1° l'élection; 2° l'examen.

Avec le système d'élection, ces hommes sont choisis en fonction de leur capacité.

En Chine, on adopte d'abord la méthode d'élection, puis le système d'examen créé au début de la période monarchique (247 avant J.-C.), pour permettre à l'empereur de discerner les hommes capables de l'aider à gouverner.

D'abord un empereur de la dynastie Han (1) donne, par bulle, aux provinces et aux villes le soin de choisir, par vote, des hommes susceptibles d'assumer les fonctions offertes par l'empereur. Mais ce choix n'est pas réglementé et l'opinion publique est seule juge en la matière. En 227 avant J.-C., on organise la sélection avec méthode et on proportionne,

(1) En 247, HAN KAN TI, premier empereur de la dynastie Han, donne par bulle aux provinces et aux villes le soin de choisir des hommes capables.

pour chaque ville, le nombre d'élus aux nombres d'habitants.

Une ville de 200.000 habitants choisit un homme intelligent chaque année;

Une ville de 400.000 habitants en choisit 2;

Une ville de 600.000 habitants en choisit 3;

Une ville de 800.000 habitants en choisit 4;

Une ville de 1.000.000 d'habitants en choisit 5;

Une ville de 1.200.000 habitants en choisit 6.

Les villes de moins de 200.000 habitants choisissent un homme capable tous les deux ans; celles de moins de 100.000 habitants, tous les trois ans.

Pour être élu, il faut une des quatre conditions:

1° Une bonne moralité;

2° Une forte instruction;

3° Connaître les lois pour le cas où il serait chargé de la justice;

4° Avoir des dons d'administrateur pour le cas où il serait chargé de fonctions d'administration.

Ces élus ne passant aucun examen et ils reçoivent leurs fonctions de l'empereur. Mais beaucoup, pour être élus, achètent le vote du peuple; d'où l'inconvénient d'avoir, au gouvernement, des hommes inaptes à exercer leurs fonctions. Aussi cette période d'élection ne dura que 97 ans.

CHAPITRE II

LA PÉRIODE D'EXAMEN **(151 avant J.-C. - 1404)**

On peut diviser en deux sections :

Première Section. — Le système d'examen combiné au système d'élection.

Deuxième Section. — La période d'examen complètement.

PREMIÈRE SECTION

Le système d'examen combiné au système d'élection **(151 avant J.-C. - 54 avant J.-C.)**

Le système d'élection ayant de nombreux inconvénients, on crée toujours sous la dynastie Han (1) le système d'examen combiné au système d'élection (151 avant J.-C.).

Les villes choisissent, selon l'ancienne méthode, des hommes répondant aux quatre conditions exigées, puis l'empereur fait passer aux élus un examen oral (c'est la conception du système d'examen). La pre-

(1) En 151, HAN VIN TI, deuxième empereur de la dynastie Han, crée le système d'examen combiné au système d'élection.

mière fois, cent élus subissent cet examen et l'empereur nomme le vice-ministre parmi les meilleurs d'entre eux.

I

78 ans avant J.-C., la méthode varie un peu. Les villes continuent à envoyer leurs élus, mais ceux-ci au lieu de passer un examen devant l'empereur, sont mis à l'essai des fonctions, dans les ministères. S'ils sont capables, ils gardent leurs fonctions, dans le cas contraire, ils sont renvoyés.

II

Puis en 76 avant J.-C., on apporte encore quelques modifications au système. On a toujours recours au vote populaire et à l'examen dans les ministères, mais les élus doivent être âgés d'au moins 40 ans et après leur élection ils doivent donner des preuves de leurs capacités.

III

En 62 avant J.-C., on fonde l'école nationale. Les villes choisissent des étudiants âgés d'au moins 18 ans, parmi les plus instruits et d'une moralité irréprochable. Un administrateur veille à ce que ces deux conditions soient réalisées et il envoie les élus à l'école nationale. Là, chaque année, les élèves passent un examen; les meilleurs reçoivent leur nomination à un poste, les plus mauvais rétrogradent d'une classe. L'école comptait d'abord cinq mille élèves, mais l'effectif augmente chaque année.

Une fois par an on passe un examen. Les 40 meilleurs sont nommés chef de bureaux dans les ministères.

res; les 20 suivants passent chefs de section et les 40 qui viennent ensuite reçoivent la fonction d'assistants.

C'est la première méthode de l'école qui ira en s'améliorant.

IV

En 59, on nomme un surveillant de l'instruction dans chaque chef-lieu de province; ce surveillant a mission de choisir lui-même les élèves dignes d'être envoyés à l'école nationale. Mais ces surveillants sont souvent en relation avec la haute bourgeoisie d'où parfois leur partialité. Enfin, de nouveau, c'est une classe seule qui est privilégiée, à l'exclusion du mérite.

Après 54, pour parer à ces inconvénients, on abolit le système d'élection et le système d'examen combinés et on établit le système d'examen complètement.

DEUXIÈME SECTION

LA PÉRIODE D'EXMEN COMPLÈTEMENT

(54 avant J.-C. - 1404)

I (DYNASTIE SUI)

Après la disparition de la dynastie Han, s'établit la dynastie Sui. En 54 avant J.-C., après l'abolition du système d'élection et du système d'examen combinés, on choisit les étudiants au moyen du système d'examen.

L'étudiant se fait inscrire dans sa ville où il passe un premier examen puis, dans la capitale, un deuxième portant sur ce qu'il connaît en poésie et en littérature. Quand l'examen est passé, les candidats reçus,

sont docteurs ès lettres, et le gouvernement les nomme directement à des fonctions publiques.

Puis sous d'autres dynasties on ajoute des règles nouvelles à ce système d'examen.

Maintenant, nous allons étudié les dynasties qui ont régné après la dynastie Sui.

II (DYNASTIE TRAN)

Sous la dynastie Sui, parce que le système d'examen commence seulement à s'établir, la règle en est simple. En 370, la Dynastie Tran apporte des modifications au système. Le ministère civil (1) est alors chargé d'examiner tous les trois ans, dans la capitale, tous les étudiants d'état. Ces étudiants se divisent en deux catégories: l'une comporte les jeunes gens qui ont passé leurs examens dans une école de province, l'autre, ceux qui les ont passés dans une des écoles de la capitale: (l'Ecole nationale, l'Ecole des Lettres, l'Ecole des lois, l'Ecole des mathématiques, etc...). Ces deux sortes d'étudiants se réunissent pour passer leur examen au Ministère civil.

On interroge par écrit les étudiants sur « le printemps et l'automne (2), « l'histoire de la Chine », la littérature, et surtout sur la poésie qui est la base de l'examen.

Le deuxième examen est oral; dix questions sont posées; celui qui répond à six est reçu et il porte le

(1) Ce ministère civil est chargé du recensement de la population de la réforme des mœurs et de tout ce qui touche à l'instruction.

(2) C'est le titre d'un livre dont l'auteur est CONFUCIUS.

nom de docteur ès lettres. Presque tous les officiers civils, en ce moment, sont docteurs ès lettres.

C'est sous la dynastie Tran que la Chine eut ses meilleurs poètes, car on attachait alors la plus grande importance à la poésie et que tous les étudiants la travaillaient sérieusement. Mais ce n'est plus à ce moment comme sous l'ancienne dynastie; les jeunes gens reçus docteurs ès lettres ne sont pas nommés directement à leurs fonctions; il faut encore que leurs capacités d'administrateurs soient essayées par le ministère exécutif. Ceux qui sont alors reconnus aptes reçoivent leur nomination à un poste, les autres pas.

Puis à la fin de la dynastie Tran, l'état intérieur du pays détermine la guerre civile et pendant deux ans, au cours de ces événements, les examens sont suspendus.

III (DYNASTIE SONG)

En 928, sous la dynastie Song, on établit deux sortes d'examens :

- 1° L'examen des étudiants;
- 2° L'examen des candidats officiers.

L'examen des étudiants donne, comme par le passé, le titre de docteur ès lettres. On interroge les étudiants sur la littérature et la poésie. La dynastie Song attache moins d'importance à la poésie que la dynastie Tran, mais elle se préoccupe beaucoup de la littérature. Il y a alors une nouvelle règle; tous les étudiants ayant réussi aux examens, en province, ont le droit d'en passer un autre dans la capitale. Celui-ci

a lieu au ministère civil (1), mais les étudiants sont examinés ensuite par l'empereur dans son palais.

Les examens eurent d'abord lieu dans la capitale tous les ans, puis tous les deux ans et, ensuite tous les trois ans.

Les étudiants ayant le désir de passer l'examen dans la capitale se font inscrire en automne et ils arrivent en hiver pour subir les épreuves au ministère civil. Autre différence avec le système sous la dynastie Tran; les jeunes gens reçus sont nommés directement à leurs fonctions sans subir une période d'essai au ministère.

Dans chaque province, le surveillant d'éducation fait passer les examens au chef-lieu. Les élèves qui sont atteints d'une infirmité ou d'une maladie quelconque (les anémiés, les phthisiques, les estropiés, etc...), ne peuvent pas se présenter.

Si le surveillant de l'instruction contrevient aux règles qui lui sont imposées en envoyant un malade au ministère civil, il est puni par un abaissement de son grade (1). Si un cas de vénalité peut être relevé contre lui, il est passible de révocation.

Le surveillant peut envoyer au ministère civil les élèves ayant réussi à l'examen en province.

Les règles d'examen au ministère civil ne permettent pas que les étudiants apportent des livres pour subir leurs épreuves; pour la poésie seulement, il est

(1) Voir note 1, p. 18.

(1) Dans la monarchie chinoise, on divise les fonctions publiques en neuf grades: le premier grade est le plus élevé (ministre, par exemple); du deuxième au neuvième, les fonctions vont en décroissant en dignité et en supériorité.

permis de se munir d'un livre de rimes. Par cette défense, comme par celle imposée aux surveillants de ne pas envoyer de malades au ministère civil, les conditions d'examen sont rigoureuses. C'est un progrès sur les méthodes de la dynastie Tran.

En 892, la dynastie Song met en usage la méthode des trois classes à l'école nationale.

L'école est divisée en 80 logis, et dans chacun de ces logis habitent 30 étudiants; en tout 2.400 étudiants divisés en 3 classes :

La première classe comprenant 100 étudiants;

La deuxième classe comprenant 200 étudiants;

La troisième classe comprenant 2.000 étudiants.

Chaque classe est examinée une fois par saison, c'est ce que l'on appelle « le petit examen ». Les trois classes réunies sont examinées une fois par an, c'est « le grand examen ». Les meilleurs élèves montent alors de classe, les plus mauvais en descendent. Les étudiants de première classe reçoivent alors le titre de docteur ès lettres, sans passer d'examen au ministère civil.

Mais en 1201, on supprime la méthode des trois classes et on rétablit l'examen au ministère civil pour les étudiants, cet examen portant toujours sur la littérature et la poésie, parce qu'en Chine toutes les dynasties se sont vivement intéressées aux lettres.

IV (DYNASTIE YOIN)

La dynastie Yoin de race mongole (1) (au nord de la Chine), s'empare du pouvoir en 1323. Cette dynastie ne juge pas l'examen nécessaire à ceux qui recherchent les fonctions publiques.

Certains administrateurs sortent des grandes écoles comme l'école nationale, l'école mongole (2), l'école des mathématiques, l'école de physique, l'école de médecine, etc..., mais les jeunes gens de familles nobles arrivent plus facilement aux grades supérieurs (3). Celui qui parvient à s'emparer d'un bandit et à l'amener à l'empereur est nommé officier. Celui qui donne des subsides au trésor public reçoit, en récompense, une fonction publique. L'homme qui est recommandé par des ducs, des marquis, peut être nommé sur cette seule recommandation à de hauts postes; c'est ainsi que l'on voit des ouvriers chargés de fonctions administratives et des employés devenir gouverneurs.

Le système d'examen n'a donc plus d'importance et on ne juge plus nécessaire de donner les fonctions aux seuls étudiants. Du commencement à la fin de la dynastie Yoin, c'est-à-dire pendant 91 ans, on n'examina les étudiants que dix-huit fois au Ministère civil (1).

(1) Le peuple de Chine comprend cinq races : race mongole, race mandchoue, race mahométane, race San. race Han; cette dernière peut être considérée comme la plus civilisée. C'est de la race Han que vient la civilisation de la Chine.

(2) L'école mongole, où l'on étudie la langue mongole, différente de la langue chinoise.

(3) Voir note 1, p. 20.

(1) Voir note 1, p. 18.

Théoriquement, les examens pour les étudiants doivent avoir lieu tous les trois ans au chef-lieu de chaque province et dans la capitale.

La dynastie Yoin étant de race mongole, les étudiants mongols sont favorisés ; tous ceux qui passent l'examen reçoivent le titre de docteur ès lettres et sont nommés à des fonctions au sixième grade (2), alors que les étudiants d'autres races (race Han, race mandchoue, race mahométane, race San), ne sont nommées qu'au septième grade (3).

D'autre part, la dynastie Yoin se préoccupe peu de la littérature, de la poésie, du système d'examen. Il en résulte, à cette époque, une littérature plus superficielle, surtout le roman et l'histoire des grands hommes, etc...

Sous les dynasties suivantes : dynastie Ming 1405-1611 et Tsien 1612-1911, l'organisation de l'examen est plus parfaite que sous les anciennes dynastie. Dans chaque province, on nomme des inspecteurs de l'instruction et, dans la capitale, un inspecteur supérieur. C'est encore la période monarchique, mais le pouvoir d'examen est indépendant. Sous les dynasties Ming et Tsien, c'est donc la période monarchique du pouvoir d'examen indépendant.

(2) et (3) Voir note 1, p. 20.

DEUXIÈME PARTIE

LA PÉRIODE DU POUVOIR
D'EXAMEN INDÉPENDANT

CHAPITRE PREMIER

LE POUVOIR D'EXAMEN INDÉPENDANT DE LA PÉRIODE MONARCHIQUE (1405-1911)

Sous la dynastie Ming (1405-1611) et sous la dynastie Tsin (1612-1911), le système d'examen est à peu près semblable. Je peux donc réunir ces deux époques en une seule, au point de vue du système d'examen.

Dans chaque province, un inspecteur de l'instruction est chargé de faire passer l'examen aux étudiants. Dans la capitale, un inspecteur supérieur fait passer un examen supérieur aux étudiants de tout le pays.

Ces deux sortes d'inspecteurs ne relèvent d'aucune administration, et personne n'a le droit d'intervenir, en quoi que ce soit, dans leurs jugements.

Quand un élève est reçu à un examen, l'empereur lui-même ou le premier ministre n'y peuvent rien changer.

C'est le caractère du pouvoir d'examen indépendant.

PREMIÈRE SECTION

Les sortes d'examen

Sous les dynasties Ming et Tsien, il y a quatre sortes d'examens :

- 1° L'examen des écoliers;
- 2° L'examen des étudiants;
- 3° L'examen dans la capitale;
- 4° L'examen au palais (1).

1° L'EXAMEN DES ÉCOLIERS

L'examen des écoliers se subdivise en :

- a) L'examen dans la commune;
- b) L'examen au canton.

On examine les écoliers deux fois en trois ans : d'abord dans leur commune, ensuite au canton. Puis le canton les envoie à l'école publique de la province.

Sous la dynastie Ming, les élèves de l'école publique sont examinés deux fois tous les trois ans, et sous la dynastie Tsien, tous les ans.

Dans cette école, on divise au point de vue des récompenses et des châtimens, les élèves en six sortes : ces élèves sont, en allant des meilleurs aux plus mauvais :

1° Ceux qui sont exonérés des dépenses de la pension;

2° Ceux qui sont exonérés de la demi-pension;

3° Ceux qui reçoivent une semonce;

(1) On examine les candidats dans le palais de l'empereur.

4° Ceux qui reçoivent une légère bastonnade (coups sur la main);

5° Ceux qui sont exclus de l'école.

Parmi eux, les élèves de la première et de la deuxième catégorie ont le droit de se présenter à l'examen des étudiants, ceux des trois catégories suivantes sont obligés de s'en abstenir. Par ce moyen, nous avons alors des conditions d'examens rigoureuses puisque seuls les meilleurs élèves peuvent être candidats.

2° L'EXAMEN DES ÉTUDIANTS

Comme nous venons de le dire, les écoliers de la première catégorie et de la deuxième catégorie ont le droit de se présenter aux examens. Peuvent également être candidats, les jeunes gens connaissant suffisamment la littérature et recommandés par un gouverneur de province.

L'examen des candidats a lieu une fois tous les trois ans, au chef-lieu de chaque province. Ceux qui sont reçus portent le nom d'étudiants. Cet examen se passe en trois fois : la première fois, on pose quatre questions sur la poésie ; la deuxième fois, six questions sur la littérature ; la troisième fois, cinq questions sur l'histoire et la géographie de la Chine.

Sous la dynastie Tsien, on demande aux candidats : la première fois, quatre questions de littérature ; la deuxième fois, six questions de poésie ; la troisième fois, cinq questions d'histoire et de géographie de la Chine.

C'est la règle générale de l'examen des étudiants.

On divise les jeunes gens reçus à cet examen en trois catégories. Tous reçoivent le nom d'étudiants. Puis on les envoie à l'école nationale, pour préparer l'examen qui se passe dans la capitale.

3° L'EXAMEN DANS LA CAPITALE

Une fois tous les trois ans, on examine dans la capitale, les étudiants de l'école nationale qui ont le droit de subir les épreuves.

Dans ce but, un inspecteur suprême est nommé par l'empereur à titre provisoire; un vice inspecteur reçoit sa charge du Ministre civil (1); un censeur suprême est choisi par le Ministre de l'exécutif. En même temps, vingt examinateurs sont nommés (quatorze de ceux-ci sont choisis parmi les académiciens, un vient du Ministère de l'exécutif; un du Ministère civil; un du Ministère de la guerre; un du Ministère de l'agriculture; un du Ministère de la justice; un du Ministère des travaux publics. Ces vingt examinateurs sont élus dans chaque Ministère parmi les meilleurs en littérature et recommandés par ces mêmes Ministères à l'inspecteur suprême qui demande à l'empereur de les admettre et de les nommer), l'empereur nomme également quatre secrétaires.

Les étudiants, qui sont reçus à l'examen de la capitale, reçoivent le titre *master of arts*.

Les conditions d'examen dans la capitale sont semblables à celles de l'examen des étudiants.

(1) Voir note 1, p. 18.

4° L'EXAMEN DU PALAIS

Tous les *master of arts* ont le droit de se présenter à l'examen du palais. L'empereur nomme, comme maître d'examen, un des académiciens, le plus âgé et le plus instruit.

Cet examen commence un mois après l'examen de la capitale *master of arts* et consiste en une thèse. Les jeunes gens reçus sont tous docteurs ès-lettres, mais on les divise en trois catégories : la première fraction ne comprend que les trois meilleurs, ceux-ci sont nommés académiciens par l'empereur. La deuxième et la troisième catégorie comprennent un nombre variable de candidats reçus qui sont alors nommés à des fonctions diverses : secrétaires de ministères, sous-préfets, conseillers, assistants, magistrats, etc...

Ce sont les quatre sortes d'examens.

Parmi les jeunes gens, ayant réussi à l'examen des étudiants, il en est qui ne veulent pas passer l'examen dans la capitale. Ils sont alors nommés à des fonctions moins importantes dans leur localité ou leur province : par exemple, chef de section, maire de petite ville, etc...

DEUXIÈME SECTION

Le système d'école

Sous les dynasties Ming et Tsien, le système d'école complète le système d'examen.

Comme toutes les anciennes dynasties, les dynasties Ming et Tsien font usage de la force militaire pour

s'emparer du pouvoir. Mais une fois ce pouvoir entre leurs mains, tous leurs efforts tendent à affaiblir le peuple afin d'éviter une insurrection. Pour cela, leur gouvernement encourage les études littéraires au détriment des études militaires.

Le peuple, trop peu instruit en art militaire, ne pourra tenter un coup de force contre le gouvernement.

Les dynasties Ming et Tsien désirent uniformiser la pensée du peuple. Pour cela, elles établissent des écoles qui exaltent l'idée de fidélité à l'empereur et l'idée de civisme. Les élèves de ces mêmes écoles sont tenus d'étudier les Quatre Livres (1) dont les défini-

(1) Tous les empereurs des dynasties monarchiques furent des adeptes de CONFUCIUS. CONFUCIUS (551-479 av. J.-C.) est le plus célèbre philosophe de la Chine, fondateur d'une religion toute morale, d'un idéal assez élevé. Sa doctrine est souvent relative à la politique et elle prône la fidélité aux empereurs et le civisme. Par conséquent, tous les empereurs favorisèrent la connaissance de cette doctrine. Les disciples de CONFUCIUS furent au nombre de trois mille, parmi lesquels soixante-quinze, qui sont les plus célèbres, développèrent la doctrine qui passa à la postérité.

Sous les dynasties Han, Sui, Tran, Song, Yoin, on favorisa l'étude des Cinq Sin (Sin signifie principe ou règle). Sous les dynasties Ming et Tsien, on favorisa l'étude des Quatre Livres.

Les titres et les auteurs des Cinq Sin sont :

I. « Sin poèmes » qui comporte trois cent quinze poésies. Auteur : CONFUCIUS. — II. « Sin devin », le livre des devins. Auteur : CONFUCIUS. — III. « Le printemps et l'automne », qui est l'histoire de la dynastie Chou (719-479 av. J.-C.). Auteur : CONFUCIUS. — IV. « Sin livre », qui sont les annales de l'ancienne Chine. — V. « Livre des cérémonies », qui comporte le récit des cérémonies sous la dynastie Chou : cérémonies impériales et cérémonies de mariage et de deuil dans le peuple. Auteur : CONFUCIUS.

Les titres et auteurs des Quatre Livres sont :

I. « La grande étude », livre de science politique. Auteur : CONFUCIUS. — II. « Ton-Ion », livre de morale. Auteur : CONTI, petit-fils de CONFUCIUS. — III. « Lon-Yu », qui rapporte les paroles et les actes

tions se rapportent à ces idées de fidélité à l'empereur et de civisme.

Les dynasties Ming et Tsien ont commencé à voir la nécessité des études scientifiques. On établit alors des écoles où s'apprennent : la géographie, les lois, l'art militaire, la médecine, la pharmacie, etc... Des professeurs instruits et vertueux sont chargés de l'enseignement. Les jeunes gens sortant de ces écoles ont une éducation plus distinguée, un haut sentiment de l'honneur et de la honte; ils sont fidèles à l'empereur et protègent le peuple. C'est l'origine des écoles et aussi le principe d'institution sous les dynasties Ming et Tsin.

Les Empereurs de ces deux dynasties favorisent la littérature. Ming Chen Tsou (règne de 1453 à 1475) étudie lui-même les lettres, met des notes aux Quatre Livres et il envoie ces livres aux écoles pour qu'ils y soient étudiés.

D'autre part, à ce moment, paraît un ouvrage très important, relatif à la civilisation; c'est *La grande littérature*. Cet ouvrage a été commencé au début du règne de l'empereur Ming Chen Tsou et sur l'ordre de celui-ci.

Des académiciens de toutes les académies ont été chargés de réunir en un seul livre toutes les littératures anciennes, les sciences philosophiques, mathématiques, historiques, géographiques, médicales, physiques, la science des devins, des livres sacré, des arts.

de CONFUCIUS. Auteurs : les disciples de CONFUCIUS. — IV. « Mong-Tsou », livre qui enseigne aux sujets le respect et la fidélité envers l'empereur. Auteur : MONG-TSOU, qui a donné son nom à son livre.

A ce moment là, *La grande littérature* est la plus vaste encyclopédie qui ait été écrite. Elle ne compte pas moins de 22.937 volumes.

Sous la dynastie Tsin, l'Empereur Tsin Chen Tsou (règne de 1630-1691), étudie beaucoup : la littérature, la géographie, les mathématiques, la prosodie, les lois, l'art militaire, la médecine, la pharmacie, le latin.

En raison de tous ces faits, les études recueillent, à ce moment, de nombreux adeptes.

L'Empereur Tsin Kao Tsou (règne de 1704 à 1764) s'adonne aussi aux études et il est lui-même un très bon littérateur et poète. Pour développer la civilisation et encourager les études, il accueille bien les hommes instruits. Dans la sixième année de son règne, il intime l'ordre aux provinces de rechercher les ouvrages anciens et modernes et de les lui envoyer, afin qu'il en prenne connaissance. Dans la trente-sixième année de son règne, il fait rédiger *le livre parfait*. Il en ordonne la rédaction à trois cent cinquante-neuf hommes instruits, célèbres à ce moment : académiciens de toutes les académies, fonctionnaires instruits des ministères. Cette encyclopédie est terminée après onze ans de travail, la quarante-septième année du règne de l'Empereur Tsin Kao Tsou, *Le livre parfait* comprend 93.556 volumes.

Ce livre comporte des matières puisées dans :

1° Environ deux cent livres écrits par des vassaux sur l'ordre de l'Empereur ;

2° Deux cent vingt-six volumes, pas courants, renfermés dans le palais de l'Empereur ;

3° Les 22.937 volumes de *La grande littérature*, rédigée par l'Empereur Ming-Tchen-Tsou ;

4° 56.955 volumes envoyés par les provinces ;

5° 2.675 volumes offerts par des particuliers ;

6° Des livres courants, en vente à ce moment-là dans les librairies. Dans *Le livre parfait*, les matières sont plus développées que dans *La grande littérature*.

Les dynasties Ming et Tsien ont donc favorisé la littérature et elles en ont fait la base de l'instruction.

Sous la dynastie Ming, on établit une école nationale à Nankin et à Pékin, une école publique de province dans chaque province, une école de canton dans chaque canton, une école dans chaque commune. Il y a en outre, l'école de mathématique (1), l'école des lois (2), l'école militaire (3), l'école agronomique (4), etc... l'organisation de ces écoles est parfaite.

Sous la dynastie Tsien, l'école nationale est dans la capitale de Pékin, et les écoles de province, de canton et de commune existent comme sous la dynastie Ming.

Sous ces deux dynasties, il y a, à l'école nationale, six sortes d'étudiants remplissant, soit l'une des trois conditions générales, soit l'une des trois conditions spéciales.

Conditions générales

1° Sortir de la première catégorie d'étudiants des écoles publiques des provinces : ces étudiants sont exonérés de tous frais à l'Ecole nationale ;

2° Sortir de la deuxième catégorie d'étudiants des

(1), (2), (3) et (4) Sont dans la capitale ; il n'y en a pas dans les provinces.

écoles publiques des provinces : ces étudiants ne paient que la moitié des frais à l'Ecole nationale;

3° Sortir de la troisième catégorie d'étudiants des écoles publiques des provinces : ces derniers paient tous les frais à l'Ecole nationale.

Conditions spéciales

1° Appartenir à une famille noble ayant rendu des services à l'Etat. Les jeunes gens sont acceptés à l'Ecole nationale par l'Empereur en récompense des services rendus par leur famille;

2° Etre fils d'un homme riche qui ait donné une grosse somme d'argent au trésor;

3° Etre parmi les étudiants choisis tous les trois ans dans les écoles publiques de chaque province par un inspecteur. Celui-ci envoie, après examen, les meilleurs élèves à l'Ecole nationale. Les grandes provinces choisissent chaque fois six étudiants; les provinces de grandeur moyenne, quatre étudiants, et les petites provinces, deux étudiants. Avec ce système, sous les dynasties Ming et Tsien, tous les élèves des écoles préparent les examens de la promotion. Ils passent d'abord l'examen des écoliers qui leur donne le droit de se présenter à l'examen des étudiants. Reçus à ce dernier, ils sont candidats à l'examen dans la capitale, puis s'ils réussissent, à l'examen du palais. Le système d'école est la conséquence du système d'examen.

TROISIÈME SECTION

Règles d'examen des dynasties Ming et Tsien

A) *Les règles relatives au passage de l'épreuve*

1° Il est défendu aux candidats de tacher leurs cahiers d'examen ou de biffer des phrases en les recouvrant d'encre;

2° Il leur est défendu également de mal écrire;

3° Il leur est interdit d'inscrire le nom de l'Empereur (1) dans leurs cahiers d'examen;

4° Il est aussi défendu toute allusion des candidats à leur naissance ou à leur famille; ils se présentent sous l'anonymat le plus strict.

B) *N'ont pas le droit de se présenter à l'examen :*

1° Les fonctionnaires révoqués;

2° Les professeurs;

3° Les enfants des acteurs (2) et des prostituées (3);

4° Ceux qui ont perdu leur père ou leur mère et qui sont encore dans la première année de leur deuil (4).

(1) Selon une ancienne coutume de la Chine qui veut que les parents et l'empereur soient respectés, de même que les enfants ne peuvent appeler leurs parents par leur nom, de même le peuple ne peut appeler l'empereur par le sien.

(2) et (3) Selon une ancienne coutume de la Chine où les acteurs et les prostituées sont méprisés, les enfants de ces acteurs et de ces prostituées n'ont pas le droit de se présenter aux examens et ne peuvent être chargés d'aucune fonction publique.

(4) Par respect pour les parents, les enfants ne pouvaient alors se présenter aux examens pendant la première année de leur deuil.

C) *Les règles relatives à la correction des épreuves :*

1° L'inspecteur de l'instruction doit voir tous les cahiers et marquer d'un point à l'encre bleue toutes les phrases lues. S'il laisse l'un des cahiers sans le voir, ou s'il omet de le marquer, il viole les règles à l'examen;

2° Si l'inspecteur corrige un cahier en recouvrant de traits épais d'encre les phrases mauvaises, ou s'il détruit un cahier, il redescend de trois échelons (1);

3° Tous les cahiers portent le nom du candidat inscrit sur la couverture, mais ce nom est recouvert et demeurera caché jusqu'à la fin des corrections. Pendant l'examen, une petite fiche portant le nom de l'élève, demeure visible sur le cahier, mais elle est enlevée et détruite quand le candidat remet son cahier dans le bureau du secrétaire. L'inspecteur ne peut donc se montrer partial;

4° Quand toutes les épreuves sont corrigées, les appréciations marquées et le classement opéré, on découvre seulement (en présence des vingt inspecteurs), le nom inscrit sur chaque cahier.

Nous venons de voir que sous les dynasties Ming et Tsien, les inspecteurs seuls sont chargés d'examiner les candidats. La décision des inspecteurs est sans appel et l'Empereur, lui-même, n'y peut rien changer; c'est la dominante du pouvoir d'examen indépendant; mais à ce moment, les inspecteurs de l'instruction ne sont pas protégés par les lois.

(1) Dans l'ancienne Chine, les fonctions publiques se divisaient en neuf échelons. Voir note 1, p. 20.

Appendice

Vers la fin du règne de la dynastie Tsien, en 1905, on décide l'abolition du système d'examen. Les causes en sont dues aux diverses guerres dans lesquelles la Chine s'est trouvée mêlée et aux modifications que ces guerres ont apportées au gouvernement et aux idées.

Ces guerres sont : celle entre la Chine et l'Angleterre (1840); celle entre la Chine et la France (1883); celle entre la Chine et le Japon (1894) et celle contre les huit nations alliées (1) (1900) qui se terminèrent par le traité de Pékin avec la France, de Tien-Tsin avec l'Angleterre, de Ma-Goin avec le Japon, et par une paix signée en 1901 avec les huit nations.

Dans ces guerres, la Chine a perdu de nombreux territoires au détriment de sa souveraineté territoriale.

En ce moment, tous les peuples de Chine et le Gouvernement reconnaissent l'obligation de renouveler les lois et prennent l'initiative d'une constitution. En même temps, le gouvernement de la dynastie Tsien abolit le système d'examen (Août 1905) et adopte le système d'école du Japon et des Etats-Unis. Mais quand les élèves ont terminé leurs études dans les écoles, les meilleurs reçoivent le titre de *master of arts*, docteur ès-lettres, etc., ces titres restant une tradition de la période d'examen.

En Chine, les dynasties monarchiques ont fait usage du système d'examen depuis 247 ans avant J.-C., jus-

(1) Ces nations étaient : l'Angleterre, les Etats-Unis, le Japon, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique.

qu'en 1905, c'est-à-dire pendant longtemps. Ce système avait des avantages et des inconvénients.

A) *Avantages :*

1° Sous les dynasties Ming et Tsien, le pouvoir d'examen qui possède le caractère d'indépendant;

2° Le choix d'hommes capables au moyen du système d'examen est meilleur que celui qui dépend du système d'élection ou de recommandation;

3° Les hommes instruits et les hommes du peuple peuvent briguer les droits politiques et faire partie du Gouvernement;

4° Nombreux sont les hommes instruits qui sont au Gouvernement;

5° L'examen est obligatoire pour choisir des hommes capables et le Gouvernement ne peut nommer à des fonctions publiques des personnes qui ne se soient conformées à cette loi.

Mais à cause de l'Empereur qui adopte le système d'examen a son désir de garder le trône, ce système présente des inconvénients.

B) *Inconvénients :*

1° On n'examine que sur la littérature et la poésie, pas du tout sur les sciences, ce qui nuit à l'évolution de la société et met obstacle aux inventions;

2° L'Etat possède des hommes intelligents, connaissant à fond la littérature, mais il a peu d'hommes capables au point de vue militaire, ce qui le rend faible;

3° Tous les jeunes gens étudient la littérature, mais il n'y en a pas qui étudient la politique. La politique de l'Etat laisse donc à désirer ;

4° Le système d'examen donne libre cours à la convoitise de certains hommes du peuple qui ne recherchent les fonctions publiques que pour acquérir une fortune. Il en résulte de mauvais fonctionnaires.

CHAPITRE II

LE POUVOIR D'EXAMEN INDÉPENDANT DE LA PÉRIODE RÉPUBLICAINE (1911-1935)

Si on désire savoir pourquoi le pouvoir d'examen indépendant a été institué pendant la période républicaine, il faut considérer d'abord la situation politique de la fin de la dynastie Tsien, comment cette politique a contribué, malgré elle, à faire éclater la révolution et pourquoi cette révolution ayant réussi, on a adopté le pouvoir d'examen indépendant.

Les causes qui ont contribué à faire éclater la révolution sont les suivantes :

1° Une politique intérieure souillée : en effet, les Empereurs de la fin de la dynastie Tsien font des dépenses excessives : ils construisent de nouveaux palais et vivent fastueusement. Les fonctionnaires d'Etat imitent ce luxe autant qu'ils le peuvent et beaucoup ne craignent pas de faire des malversations. Le peuple est chargé d'impôts trop lourds et le surintendant des finances, chargé de la réquisition de ces impôts, est souvent trop pressé ; d'autres fonctionnaires pressurent aussi le peuple dont la situation devient

à ce moment très pénible. Les esprits se tournent vers une insurrection possible ;

2° Opposition de la race Han (1). La dynastie Tsien, venue de Mandchourie (nord de la Chine), région peu civilisée, s'empare du Gouvernement de la Chine, ce qui crée l'opposition de la race Han.

D'autre part, les Mandchous ne traitent pas la race Han sur un pied d'égalité. Parmi les fonctionnaires d'Etat, il y en a autant de race Han que de race Mandchoue, mais alors que ceux-ci sont chargés de hautes fonctions et ont les premiers grades, ceux-là n'y ont aucun droit. Tandis que les fonctionnaires de race mandchoue sont nantis de grades supérieurs et possèdent l'autorité inhérente à ces grades, ceux de race Han sont chargés de nombreuses affaires et ont de multiples obligations. Comme jamais alors on ne vit un haut fonctionnaire (maréchal par exemple), de race Han, celle-ci se révolta dix fois pendant les 299 années que régna la dynastie Tsien. Mais toutes ces révolutions échouèrent ;

3° Les guerres avec l'étranger : avec l'Angleterre, avec la France, avec le Japon, avec les huit nations alliées ont affaibli la Chine. Le pays sent alors qu'il est dangereux d'étudier uniquement la littérature et de négliger l'art militaire. On désire un changement.

Toutes ces raisons ont contribué à l'éclatement de la révolution et, après cette révolution, à changer le système d'examen. On veut, alors, l'égalité des races, l'établissement d'un pouvoir d'examen indépendant pour choisir des hommes capables et l'adjonction des

(1) Voir note 1, p. 22.

sciences à ces examens. Toutes choses créant une différence avec la période monarchique.

La période de révolution s'étend de 1911 à 1927. Les provinces ont rompu avec le Gouvernement central et chacune d'elles examine ses candidats fonctionnaires.

De 1911 à 1927, les examens dans les provinces ont donné les résultats suivants :

Province de Tien-Sou. — L'examen des autorités civiles supérieures. Reçus 10 (Avril 1911).

Province de Chen-Don. — L'examen des chefs de bureau de l'instruction. Reçus 17 (Avril 1911).

Province de Chen-Don. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 12 (Avril 1911).

Province de Tien-Chi. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 24 (Juin 1911).

Province de Tien-Sou. — L'examen des candidats jurés. Reçus 14 (Juin 1911).

Province de Tchen-Tien. — L'examen des candidats greffiers de tribunal. Reçus 34 (Juillet 1911).

Le ministre des affaires étrangères. — L'examen des candidats diplomates. Reçus 44 (Juillet 1911).

Province de Si-Yoin. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 25 (Avril 1911).

Province de Tien-Sou. — L'examen des candidats magistrats. Reçus 21 (Juin 1912).

Province de Tra-Reau. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 26 (Juin 1912).

Province de Tchen-Tien. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 11 (Juillet 1912).

Province de Tchen-Tien. — L'examen des candidats magistrats. Reçus 12 (Juillet 1912).

Province de Rou-Nin. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 5 (Juillet 1912).

- Province de Rou Nin.* — L'examen des chefs de bureau de l'instruction. Reçus 7 (Juillet 1912).
- Province de Re-Bé.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 19 (Octobre 1912).
- Province de Tchen-Tien.* — L'examen des candidats jurés. Reçus 12 (Février 1913).
- Province de Rou-Nin.* — L'examen des candidats policiers. Reçus 9 (Mai 1913).
- Province de Rou-Nin.* — L'examen des candidats comptables. Reçus 5 (Mai 1913).
- Province de Rou-Nin.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 42 (Juillet 1913).
- Province de Nan-Rui.* — L'examen des candidats magistrats. Reçus 32 (Juillet 1913).
- Province de Tchen-Tien.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 13 (Juillet 1914).
- Province de Tchen-Tien.* — L'examen des candidats hygiénistes. Reçus 5 (Juillet 1914).
- Province de Chen-Den.* — L'examen des candidats magistrats. Reçus 25 (Février 1915).
- Province de Rou-Bé.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 21 (Juillet 1915).
- Province de Rou-Bé.* — L'examen des candidats jurés. Reçus 26 (Juillet 1915).
- Province de Tchen-Chi.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 15 (Mai 1916).
- Province de Tchen-Chi.* — L'examen des candidats chefs de prison. Reçus 19 (Mai 1916).
- Province de Rou-Nin.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 12 (Juillet 1916).
- Le ministère des finances.* — L'examen des candidats fonctionnaires de l'administration des finances. Reçus 16 (Juillet 1917).
- Province de Fou-Tien.* — L'examen des chefs de bureau de l'instruction. Reçus 12 (Août 1917).

Province de Chan-Chi. — L'examen des candidats magistrats.

Reçus 34 (Septembre 1917).

Province de Chan-Chi. — L'examen des candidats chefs de prison. Reçus 12 (Septembre 1917).

Province de Tien-Sou. — L'examen des candidats jurés.

Reçus 12 (Octobre 1917).

Province de Fou-Tien. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 15 (Octobre 1917).

Province de Rou-Nin. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 61 (Mai 1918).

Province de Rou-Nin. — L'examen des candidats magistrats.

Reçus 37 (Mai 1918).

Province de Re-Bé. — L'examen des candidats policiers.

Reçus 147 (Juillet 1919).

Province de Re-Bé. — L'examen des candidats greffiers.

Reçus 171 (Juillet 1919).

Province de Tchen-Tien. — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 15 (Juillet 1920).

Province de Tchen-Tien. — L'examen des candidats policiers.

Reçus 24 (Juin 1920).

Province de Rou-Nin. — L'examen des candidats magistrats.

Reçus 15 (Juillet 1920).

Province de Rou-Nin. — L'examen des candidats jurés.

Reçus 10 (Juillet 1920).

Province de Rou-Nin. — L'examen des candidats policiers.

Reçus 5 (Juillet 1920).

Province de Pékin. — L'examen des candidats policiers. Re-

çus 9 (Août 1920).

Province de Tereau. — L'examen des candidats fonctionnaires de l'instruction publique. Reçus 10 (Mai 1921).

Province de Rou-Bé. — L'examen des candidats magistrats.

Reçus 31 (Juillet 1921).

Province de Rou-Bé. — L'examen des candidats greffiers.

Reçus 25 (Août 1921).

Province de Re-Nan. — L'examen des candidats magistrats.

Reçus 5 (Mars 1922).

- Province de Tien Chi.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 22 (Juin 1922).
- Province de Tien-Chi.* — L'examen des candidats magistrats. Reçus 8 (Juin 1922).
- Province de Tien-Chi.* — L'examen des candidats jurés. Reçus 12 (Juin 1922).
- Province de Nan-Rui.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 50 (Juillet 1923).
- Province de Tchen-Tien.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 24 (Août 1924).
- Province de Tchen-Tien.* — L'examen des candidats chefs de bureau de l'instruction. Reçus 13 (Août 1924).
- Province de Rou-Bé.* — L'examen des candidats greffiers. Reçus 22 (Octobre 1924).
- Province de Géréau.* — L'examen des candidats jurés. Reçus 29 (Mai 1925).
- Province de Rou-Nan.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 15 (Juin 1925).
- Province de Rou-Nan.* — L'examen des candidats policiers. Reçus 26 (Juin 1925).
- Province de Rou-Nan.* — L'examen des candidats chefs de bureau de l'instruction. Reçus 5 (Mai 1926).
- Province de Re-Bé.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 111 (Juillet 1926).
- Province de Chin-Chi.* — L'examen des candidats aux fonctions civiles supérieures. Reçus 18 (Août 1926).
- Province de Tchen-Tien.* — L'examen des candidats policiers. Reçus 34 (Mai 1927).
- Province de Tchen-Tien.* — L'examen des candidats comptables. Reçus 9 (Août 1927).
- Province de Tchen-Tien.* — L'examen des candidats hygiénistes. Reçus 10 (Août 1927).

Tous ces examens ont eu lieu pendant la période de révolution. A ce moment, les provinces firent passer les examens elles-mêmes et comme elles l'entendaient :

elles décidaient des programmes et recevaient autant de candidats qu'il leur plaisait. Il n'y avait pas de critérium. Ensuite, le Gouvernement central étant établi, on organise la cour d'examen en 1928. Celle-ci interdit aux provinces de faire passer les examens. Donc depuis 1928, les provinces ne font plus passer les examens.

Le Gouvernement national est établi en 1928, les partisans (Kouomintan) possèdent le pouvoir exécutif. Ils veulent créer une cour d'examens chargée seulement de faire passer les examens et de récompenser ou de châtier (1) les fonctionnaires. Ils suivent ainsi la méthode du leader de parti national. Docteur Sun-Yat-Sen, qui établit cinq pouvoirs de gouvernement.

Voici la doctrine du docteur Sun qui soutient le pouvoir d'examen indépendant et sa théorie.

Comme Montesquieu dans son *Esprit des lois* nous enseigne la séparation des trois pouvoirs, de même le docteur Sun dans son livre *Les trois doctrines du peuple*, soutient les cinq pouvoirs qui sont une partie du chapitre : le pouvoir du peuple.

D'après la doctrine du pouvoir du peuple, il y a une différence entre le pouvoir et la puissance, le Gouvernement possédant la puissance et le peuple possédant les quatre pouvoirs politiques.

Ces quatre pouvoirs sont :

- 1° Le pouvoir d'élection ;
- 2° Le pouvoir de pétition ;
- 3° Le pouvoir de plébiscite ;

(1) Actuellement, c'est le bureau de la Chancellerie qui est chargé du tout : de distribuer les récompenses et châtimens.

4° Le pouvoir de faire révoquer des fonctionnaires.

Le peuple fait usage de ces quatre pouvoirs, pour mettre un frein à l'autorité du Gouvernement.

Le Gouvernement possède les cinq autorités politiques :

1° L'autorité législative;

2° L'autorité judiciaire;

3° L'autorité exécutive;

4° L'autorité des censeurs;

5° L'autorité d'examen.

Le Gouvernement fait usage des cinq pouvoirs, pour l'administration des affaires publiques : il lui faut donc des hommes politiques capables. Mais comment choisir cette élite ? Le partisan qui soutient le régime représentatif, plaide pour l'élection des hommes capables par le peuple. Dans un état démocratique, l'opinion du peuple est considérée, mais le peuple qui comprend l'importance de certaines affaires d'Etat, serait souvent incapable de réaliser ces affaires ou de donner au Gouvernement quelques suggestions utiles à leurs sujet ; il choisit pour cela des hommes instruits. Cependant le peuple est parfois incapable de porter un bon jugement sur l'intelligence et les capacités des hommes et il lui arrive souvent de suivre l'opinion d'une minorité et de voter stupidement. Si le délégué est une nullité, il ne fera rien de bien au Gouvernement. Le système d'élection, s'il a des avantages, a aussi des inconvénients. Il est donc nécessaire de recourir au système d'examen.

Pour que des incapables ne puissent acquérir une autorité politique, le Gouvernement fixe une règle ; les

candidats à la députation doivent d'abord passer un examen et seuls ceux qui sont reçus peuvent se présenter aux suffrages du peuple.

Pour être nommé à des fonctions publiques, il faut aussi subir préalablement un examen.

Le docteur Sun a expérimenté l'ancien système d'examen et il le considère comme le meilleur moyen de choisir des hommes capables. Ce système qui permettait à l'Empereur de découvrir des fonctionnaires dévoués à sa personne, permet alors, au peuple, de choisir des députés et des fonctionnaires capables. On donne ainsi aux hommes intelligents et instruits, le moyen d'accéder aux hautes fonctions du Gouvernement ou de mettre leur activité au service de l'Etat. C'est le but du Gouvernement national en adoptant le système d'examen.

A ce moment, en Chine, ce système est renouvelé et le pouvoir d'examen subit de grandes variations.

Le pouvoir d'examen doit être indépendant, car s'il ne l'est pas, il en résulte divers inconvénients :

1° Le moyen usité pour trouver des hommes capables n'est pas unique; il y a en effet l'élection, la recommandation, etc... On fait usage de plusieurs moyens en même temps, on s'occupe de l'extraction du dignitaire, de ses recommandations, etc... D'où des incapables qui acquièrent l'autorité politique et ne comprennent rien aux affaires de l'Etat.

2° Si le pouvoir d'examen n'est pas indépendant, l'autorité des examinateurs n'est pas protégée par les lois. Si l'examineur est menacé, dans le but de faire recevoir illégalement certains candidats, il ne peut

observer des dogmes impartiaux pour choisir des hommes vraiment capables ;

3° Pas de recours contre les recommandations des personnalités. Si le pouvoir d'examen n'est pas indépendant, il appartient nécessairement au pouvoir exécutif. Celui-ci peut, en outre, recevoir un candidat recommandé par un personnage influent et le nommer à une fonction publique ;

4° La difficulté des récompenses et des châtimens à la même cause que celle qui empêche les examens d'être justes, c'est-à-dire qu'on a égard aux personnalités.

Si le Ministère exécutif ou un administrateur cumule le pouvoir de Chancellerie, les personnalités sont forcément jugées à leur avantage et ne subissent pas les châtimens. Les récompenses et les châtimens ne sont donc pas répartis justement.

Quant au pouvoir d'examen avec la démocratie :

Dans un état démocratique, le pouvoir d'élection appartient au peuple. Mais de ce droit d'élection, le peuple ne fait usage que pour choisir les représentants du pouvoir législatif. Quant aux représentants des pouvoirs exécutifs et judiciaires, ils sont nommés par le Gouvernement. Si donc le Gouvernement nomme un fonctionnaire qui soit une nullité, le peuple n'a pas le moyen de s'opposer à cette nomination. Le peuple ne peut pas non plus être chargé de faire passer les examens ayant pour but de choisir des hommes capables. Le Gouvernement s'en charge et présente seulement aux suffrages du peuple ceux qu'il juge capables de tenir les emplois qui leurs seront confiés. Le Gouvernement empêche ainsi que soient élus des hommes

incapables et en cela il ne consulte nullement la démocratie.

On s'appuie sur les théories du docteur Sun qui soutient le pouvoir d'examen indépendant.

On prévoit que le pouvoir d'examen sera indépendant et qu'il en résultera les avantages suivants :

1° Tous les fonctionnaires publics subissent un examen avant leur nomination et après cette nomination, les récompenses et châtiments. Enfin, les gens qui ne sont pas suffisamment instruits ne sont pas nommés aux fonctions publiques. S'ils ne sont pas fidèles ou remplissent mal leurs fonctions, ils ne peuvent garder leur emploi. On espère ainsi que la politique d'Etat sera meilleure et plus féconde;

2° Dans tous les genres d'examen, les candidats sont des jeunes gens qui possèdent une instruction supérieure. Comme dans tous ces examens, ce sont les meilleurs qui sont reçus, il s'en suit une ascension immédiate du degré d'instruction et un plus grand développement de l'intelligence du peuple. La relation de la politique avec l'instruction est plus étroite et l'importance des examens est considérable. Il est nécessaire que le pouvoir d'examen soit indépendant.

Donc quand le Gouvernement national s'établit, le 10 octobre 1928, on commença, par décret de ce Gouvernement, à organiser la Cour d'examen, ainsi que la Cour du pouvoir exécutif, la Cour du pouvoir législatif, la Cour de justice et la Cour des censeurs. Chacune de ces Cours est indépendante et a ses attributions particulières. Forcément, le pouvoir d'examen est indépendant.

TROISIÈME PARTIE

LE SYSTÈME ACTUEL D'EXAMEN
DE LA CHINE

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION DE LA COUR D'EXAMEN

On s'appuie sur les lois d'organisation du Gouvernement national publiées le 26 décembre 1928. Le huitième article du deuxième chapitre règle l'organisation du Gouvernement national, qui doit posséder cinq cours, chacune étant indépendante et possédant son autorité propre.

Ces cinq cours sont :

- 1° La Cour du pouvoir exécutif ;
- 2° La Cour du pouvoir législatif ;
- 3° La Cour des censeurs ;
- 4° La Cour de justice ;
- 5° La Cour d'examen.

Chaque cour édicte des décrets, mais ces décrets ne peuvent aller à l'encontre des lois.

Le septième chapitre des lois d'organisation du Gouvernement national règle l'organisation de la cour d'examen.

ART. 42. — La cour d'examen qui possède le pouvoir supérieur d'examen, détient, en s'appuyant sur les lois, l'autorité d'examen et de récompense et châtiment.

ART. 43. — La cour d'examen possède un président, remplacé en cas d'absence par un vice-président, ayant, dans ce cas. la même autorité.

ART. 44. — Toutes les lois réglant les attributions de la cour d'examen ou d'un de ces bureaux doivent être proposées à la cour du pouvoir législatif qui les vérifie et les publie.

ART. 45. — L'organisation de la cour d'examen est réglée par les lois.

Nous voyons que parmi les lois d'organisation de la cour d'examen, le huitième article du deuxième chapitre et le septième chapitre réglant l'organisation de la cour d'examen. En s'appuyant sur les lois d'organisation du Gouvernement national, on a commencé depuis le 10 décembre 1928 à organiser la cour d'examen. En même temps, on proclame les lois d'organisation de la cour d'examen.

Cette cour comporte :

- I. — Le président de la cour d'examen.
- II. — L'assemblée d'examen.
Le comité d'examen.
- III. — Le bureau de la Chancellerie.

I. — LE PRÉSIDENT DE LA COUR D'EXAMEN

Un président élu par le comité central (1) du parti national est placé à la tête de la cour d'examen. Ce président est chargé des principales affaires de la cour d'examen. Un vice-président est également élu par le comité central du parti national.

D'autre part, trois bureaux sont institués :

- A) Le bureau des secrétaires.
- B) Le bureau des conseillers.

(1) Le comité central est l'organe le plus haut dans l'intervalle des sessions de l'assemblée générale de Kouomintan, cette dernière étant l'organe le plus élevé du Kouomintan.

Ces deux bureaux aident le président dans les affaires de la cour.

C) Le bureau de rédaction qui est chargé de la rédaction et de la traduction des livres anciens ou modernes de Chine et de l'étranger, relatifs au système d'examen, pour y puiser des idées intéressantes pour la cour d'examen.

Organisation de ces trois bureaux :

A) Le bureau des secrétaires

Un premier secrétaire nommé par le président de la cour d'examen. Ce premier secrétaire reçoit les ordres du président, relativement aux affaires de ce bureau. En cas d'absence du président, il relève du vice-président.

6 à 10 secrétaires nommés par le président sous ses ordres aident le premier secrétaire, chacun ayant un service particulier.

20 à 30 assistants, institués par le président. Ces assistants sont sous les ordres des chefs de section qu'ils aident en se partageant les affaires des sections.

4 à 6 greffiers institués par le président. Ils exécutent les ordres de leurs supérieurs et travaillent aux affaires des sections et des groupes.

Du bureau des secrétaires dépendent trois sections :

1° La section des affaires générales;

2° La section des messages;

3° La section des recherches dans les auteurs.

A la tête de chaque section est un chef de section. Les secrétaires en cumulent les fonctions avec les

leurs, après désignation par le président de la cour d'examen.

Les fonctions de ces trois sections sont les suivantes :

I. — *La section des affaires générales* se subdivise en cinq groupes :

1° Le groupe des réceptions et des envois, à la tête duquel est un chef de groupe qui observe les ordres du chef de section. Ce groupe est chargé de recevoir et d'envoyer des messages officiels ;

2° Le groupe des conservateurs des livres et messages, ayant également à sa tête un chef de groupe sous les ordres d'un chef de section. Ce groupe est chargé de la garde des livres et des lettres officielles de la cour d'examen ;

3° Le groupe des commis, ayant à sa tête un chef des commis sous les ordres d'un chef de section. Ce groupe est préposé à la garde des objets mobiliers de la cour d'examen et chargé de fonctions variées et peu importantes ;

4° Le groupe des comptables, ayant à sa tête le chef du groupe des comptables sous les ordres d'un chef de section.

Ce groupe est chargé des affaires suivantes :

a) Celui des recettes et des dépenses de la cour d'examen et de la garde du livre de compatibilité ;

b) Celui de l'amendement du budget et de sa clôture. Le chef de section envoie cet amendement au premier secrétaire, lequel le fait parvenir au président de la cour d'examen qui le sectionne ;

c) Celui de la paye de chaque mois des traitements de tous les fonctionnaires de la cour d'examen;

5° Le groupe d'inscription des fonctionnaires ayant à sa tête un chef de groupe, sous les ordres d'un chef de section. Ce groupe est chargé des affaires suivantes :

a) D'inscrire à l'avancement ou à la rétrogradation, les fonctionnaires de la cour d'examen;

b) Noter les fonctionnaires qui demandent un congé ou qui sont absents de la cour d'examen de par leurs fonctions les appelant au dehors;

c) Vérifier l'exactitude des fonctionnaires. Ceux-ci, à leur arrivée le matin et l'après-midi, doivent signer sur le cahier d'exactitude. Ce cahier est apporté le soir au chef de section par le groupe d'inscription des fonctionnaires. On peut ainsi vérifier la ponctualité de tous;

d) Entrer en relation avec une autre cour dans le but de régler certaines affaires ou de demander un renseignement. Le groupe d'inscription des fonctionnaires ne fait qu'exécuter en cela les ordres du chef de section.

II. — *La section des messages* se subdivise en trois groupes :

1° Le groupe des affaires importantes;

2° Le groupe de rédaction des messages et dépêches;

3° Le groupe de correction des messages et dépêches.

1° Le groupe des affaires importantes est chargé :

a) De garder le sceau de la cour d'examen. Avant leur publication, tous les décrets et messages doivent être cachetés avec le sceau par le groupe des affaires importantes ;

b) De recevoir et d'envoyer les télégrammes secrets. Si le groupe reçoit des télégrammes, il doit les adresser de suite au chef de section qui les expédie au premier secrétaire et celui-ci les envoie au président de la cour d'examen ;

c) De bien garder les télégrammes et les messages secrets et ne permettre à personne de les voir sans l'ordre du président.

2° Le groupe de la rédaction des messages et dépêches a pour fonctions :

a) La rédaction des dépêches et messages ;

b) Les greffiers de ce groupe doivent garder secrets les dépêches ou les messages pas encore publiés.

3° Le groupe de correction des messages et dépêche a pour fonctions :

a) De corriger les messages et les dépêches ;

b) La correction terminée, d'écrire par l'intermédiaire des greffiers, les messages et dépêches distribuées par le chef de section.

III. — *La section des recherches dans les auteurs.*

Cette section se divise en deux groupes :

1° Le groupe des recherches ;

2° Le groupe de la statistique.

1° Le groupe des recherches a pour fonctions :

a) De rechercher la matières relatives aux règles

d'examen et aux avancements et rétrogradations des fonctionnaires;

b) De chercher à connaître l'habileté des fonctionnaires;

c) De faire connaître aux bureaux et sections, tous les dix jours, les matières acquises et qu'il a inscrites au tableau des matières.

2° Le groupe de la statistique :

a) S'occupe de la statistique relative aux diverses classes des fonctionnaires de provinces et aux classes de traitements;

b) Fait des statistiques relatives à l'habileté des fonctionnaires;

c) De donner au groupe des conservateurs les tableaux de statistiques quand ils sont terminés .

B) *Le bureau des conseillers :*

Il comprend quatre à six conseillers, nommés par le président de la cour d'examen, qui ont pour fonctions :

1° D'une part, d'avoir l'initiative des lois et décrets relatifs aux examens et aux avancements et rétrogradations;

2° D'autre part, de contrôler ces lois et décrets.

C) *Le bureau de rédaction :*

Il comprend, trois rédactions nommées par le président de la cour d'examen.

Ces rédacteurs sont chargés de relever dans les livres anciens de la Chine, ce qui a trait au système d'examen.

Trois traducteurs, nommés par le président de la cour d'examen, sont chargés de la traduction des règles et des livres étrangers, relatifs au système d'examen pour y puiser des idées intéressantes pour la cour d'examen.

II. — L'ASSEMBLÉE D'EXAMEN

L'assemblée d'examen est une des principales organisations (1) de la cour d'examen; elle est chargée des affaires d'examen de tout l'Etat.

Cette assemblée comprend :

Un premier commissaire, nommé par le Gouvernement national, sur la demande du président de la cour d'examen. Ce premier commissaire est chargé d'exécuter les affaires de tout ce bureau.

Un vice-commissaire, nommé par le Gouvernement national à la demande du président de la cour. Ce vice-commissaire aide le commissaire et il est chargé d'exécuter les affaires de ce bureau.

5 à 7 commissaires, nommés par le Gouvernement national à la demande du président. Ces commissaires doivent être présents dès l'ouverture de la séance de l'assemblée d'examen.

Tous ces commissaires qui composent l'assemblée d'examen, discutent les affaires relatives aux examens, prennent une décision à leur sujet et le premier commissaire est chargé de l'exécution de ces décisions.

Les discussions de l'assemblée portent :

(1) La cour d'examen a deux organisations principales : l'assemblée d'examen et le bureau de la Chancellerie.

1° Sur les questions relatives aux sections d'examen. Pour les examens, le pays est divisé en plusieurs sections comportant chacune plusieurs provinces.

2° Sur les questions relatives à la vérification des programmes d'examen.

3° Sur les affaires d'organisation du comité d'examen.

4° Sur les questions relatives aux initiatives des règles d'examen.

5° Sur les questions relatives aux autres affaires d'examen.

Cette assemblée d'examen se réunit au moins une fois par quinzaine, le vendredi à 10 heures. Le premier commissaire préside la séance, mais en cas d'absence, il est remplacé par le vice-commissaire. De l'assemblée d'examen dépendent des fonctionnaires et des sections.

Un premier secrétaire nommé par le président de la cour d'examen, à la demande du premier commissaire. Ce premier secrétaire sous les ordres du premier commissaire, est chargé des affaires de l'assemblée d'examen.

4 secrétaires nommés par le président de la cour d'examen, à la demande du premier commissaire. Ces quatre secrétaires aident le premier secrétaire dans les affaires de l'assemblée d'examen.

6 chefs de section, nommés par le premier commissaire.

De l'assemblée d'examen dépendent six sections :

La première section, chargée des affaires générales se divise en quatre groupes :

1° Le groupe des comptables qui est chargé des recettes et des dépenses, de l'amendement du budget de l'assemblée d'examen.

2° Le groupe des commis, préposés à la garde des objets mobiliers et chargés de fonctions variées et peu importantes à l'assemblée d'examen.

3° Le groupe des réceptions et des envois chargé de recevoir et d'envoyer les messages officiels.

4° Le groupe d'inscription des fonctionnaires qui est chargé d'inscrire l'avancement et la rétrogradation des fonctionnaires de cette assemblée et de vérifier l'exactitude de tous.

La deuxième section qui est chargée des messages officiels, se divise en six groupes :

1° Le groupe de rédaction des messages dont la mission est de rédiger les messages de l'assemblée d'examen et de traduire les télégrammes secrets.

2° Le groupe de correction des messages et dépêches qui est chargé de corriger les dépêches et messages et d'écrire les messages.

3° Le groupe des conservateurs qui est chargé de garder les lettres officielles et les livres de l'assemblée d'examen.

4° Le groupe des gardiens du sceau qui est chargé de garder le sceau de cette assemblée et de cacheter avec ce sceau.

5° Le groupe chargé d'inscrire l'ordre du jour de l'assemblée d'examen.

6° Le groupe de rédaction qui est chargé de la rédaction des journaux officiels.

La troisième section qui est chargée des affaires des examens supérieurs, se divise en deux groupes :

1° Le groupe qui est chargé des affaires des examens supérieurs de la section centrale.

2° Le groupe qui est chargé des affaires des examens supérieurs des sections locales.

La quatrième section, qui est chargée des affaires des examens généraux des sections, se divise en quatre groupes :

1° Le groupe qui est chargé des affaires des examens locaux de Lo-Nin, Ti-Lin, Rélon-Tien, Géreu, Tra-Reau, Si-Yoin, Re-Ré, Re-Nin, Chen-Don, et des examens généraux de ces neuf provinces.

2° Le groupe qui est chargé des affaires des examens locaux de Chin-Chi, Chan-Chi, Nyon-Chia, Kin-Sou, Chin-Dien, Tchin-Ré, Youn-Nin, Kouy-Jo, Sou-Tchouin, Tchi-Kran et des examens généraux de ces dix provinces.

3° Le groupe qui est chargé des affaires des examens locaux de Rouré, Rou-Nin, Canton, Chanchi et des examens généraux de ces quatre provinces.

4° Le groupe qui est chargé des affaires des examens locaux de Tien-Sou, Nan-Rui, Tchen-Tien Tien-Chi, Fou-Tien, et des examens généraux de ces cinq provinces.

La cinquième section qui est chargée des affaires des examens spéciaux et des affaires d'examen des candidats à la députation.

Cette section se divise en cinq groupes :

1° Le groupe qui est chargé des affaires des examens spéciaux.

2° Le groupe qui est chargé des affaires d'examen des candidats à la députation des neuf provinces suivantes : Chin-Chi, Chan-Chi, Nyon-Chia, Kin-Sou, Chin-Dien, Tchien-Ré, Youn-Nin, Kouy-Jo, Sou-Tschauin, Tchièkran.

3° Le groupe qui est chargé des affaires d'examen des candidats à la députation des dix provinces suivantes : Léo-Nin, Ti-Lin, Rélon-Tien, Géreu, Tra-Reau, Si-Yoin, Re-Ré, Re-Nin, Chen-Don.

4° Le groupe qui est chargé des affaires d'examen des candidats à la députation des quatre provinces suivantes : Rou-Ré, Rou-Nin, Canton, Canchi.

5° Le groupe qui est chargé des affaires d'examen des candidats à la députation des cinq provinces suivantes : Tien-Sou, Nan-Rui, Tchen-Tin, Tin-Chi, Fon-Tien.

La sixième section qui est chargée des recherches et statistiques et de l'inscription des candidats.

Elle se divise en cinq groupes :

1° Le groupe chargé de la recherche des matières relatives aux affaires d'examen et des statistiques relatives aux affaires d'examen.

2° Le groupe chargé d'inscrire les candidats aux examens supérieurs et de donner les diplômes aux lauréats de ces examens.

3° Le groupe chargé d'inscrire les candidats aux examens généraux et de donner les diplômes aux lauréats de ces examens.

4° Le groupe chargé d'inscrire les candidats aux examens spéciaux et de donner les diplômes aux lauréats de ces examens.

Le Comité d'examen

Ce comité d'examen dépend de l'assemblée d'examen : il est chargé provisoirement pendant la période d'examens, de les faire passer.

Il comprend :

Un premier examinateur. C'est le premier commissaire de l'assemblée d'examen qui cumule les fonctions avec celles qui lui sont habituelles. Ce premier examinateur est investi des affaires les plus importantes du comité d'examen.

6 à 7 examinateurs, nommés par le président de la cour d'examen. Ce premier examinateur avec les 6 ou 7 examinateurs composent le comité d'examen.

Les fonctions du comité d'examen sont :

1° Régler l'ordre des examens.

2° Fixer les critères des programmes d'examen et les critères des critiques.

3° Dire à chacun des examinateurs, sur quelle matière il devra juger les candidats et lui donner les cahiers d'examen relatifs à cette matière. Chacun des examinateurs a, dans sa sphère l'initiative du sujet à proposer aux candidats.

4° Estimer le nombre de points nécessaires aux candidats pour être reçus.

5° Publier les noms des candidats reçus.

Pendant la séance du comité d'examens, le premier examinateur préside cette séance.

Les examinateurs décident des sujets d'examens qu'ils donnent ensuite secrets au premier exami-

nateur, lequel a le droit de les modifier ou de les changer.

Du comité d'examen dépend un bureau des secrétaires, établi un mois avant les examens.

Les fonctionnaires du bureau des secrétaires sont :

Un premier secrétaire nommé par le premier examinateur, et demeurant sous les ordres de ce dernier. Ce premier secrétaire est chargé des affaires de ce bureau et de la surveillance de ses subordonnés.

Deux à trois secrétaires nommés par le premier examinateur et demeurant sous les ordres de ce dernier. Ils aident le premier secrétaire dans les affaires du bureau.

Deux à quatre premiers assistants, institués par le premier examinateur.

7 à 10 assistants et plusieurs greffiers, institués par le premier secrétaire.

Fonctions du bureau des secrétaires :

1° Réception et envoi des messages. Rédaction, correction et copie des messages.

2° Garde du sceau.

3° Ecrire l'ordre du jour du comité d'examen.

4° Distribution des salles d'examen.

5° Imprimer les sujets d'examen.

6° Réception et envoi des cahiers d'examen et garde de ces cahiers.

7° Surveiller les salles d'examen pendant les examens, et comparer les candidats avec les photographies de ces candidats données au moment de l'inscription. On évite les fraudes par ce procédé.

8° Inscrire et compter les points.

9° Etre chargé de la comptabilité du comité d'examen.

10° Etre chargé de donner des ordres aux commis pour les affaires peu importantes du comité d'examen.

A la fin des épreuves, le comité d'examen doit faire connaître à l'assemblée d'examen tout ce qui concerne ces épreuves et lui envoyer les dossiers reçus et les cahiers d'examens.

Les examens terminés, le comité est dissous.

Les examinateurs doivent obéir à un règlement :

1° Repousser toute demande qui leur est faite personnellement.

2° Les cahiers d'examen ne doivent porter que le nom de la matière et les points marqués.

3° Sur tous les cahiers d'examens, les noms des candidats doivent être invisibles.

4° Les sujets d'examen doivent être décidés et envoyés au premier examinateur 24 heures avant l'examen.

5° Tous les crétériums de sujets d'examen et les crétériums de critique des cahiers d'examen doivent être décidés avant l'examen.

6° Le nom des candidats doit être marqué sur des fiches qui sont retirées quand les candidats donnent leurs cahiers.

7° Quand les examinateurs ont fini la correction et ont marqué les points, on découvre les noms et on établit le rang des candidats.

8° Quand la publication des candidats reçus est terminée, le comité d'examen doit obligatoirement

envoyer à l'assemblée d'examen les noms des candidats reçus et les points.

Règlement des surveillants :

Pour chaque examen, la cour d'examen demande à la cour du censeur d'envoyer plusieurs d'entre eux pour surveiller les examens.

Fonctions des surveillants :

1° Ils doivent veiller à ce que les noms des candidats soient bien invisibles sur les cahiers.

2° Surveiller l'impression des sujets d'examen, les garder et les donner, le moment venu aux candidats.

3° Envoyer les cahiers d'examen aux candidats.

4° Etre présents quand on découvre les noms des candidats.

5° Vérifier les points d'examen.

6° Surveiller la publication des noms des candidats reçus.

7° Veiller à ce que les candidats ne puissent voir ce qui est écrit sur les cahiers de leurs voisins ou échanger leur cahier avec celui d'un de leurs camarades.

8° Surveiller les examinateurs, afin d'éviter que l'un d'entre eux ne se laisse pas corrompre.

L'examen terminé, les surveillants sont obligés d'annoncer la situation de la surveillance à la cour du censeur.

Règlement relatif à la santé des candidats :

Tous les candidats à l'examen doivent présenter un certificat médical. Ce certificat doit être vu par le secrétaire du comité d'examen qui permet à ceux qui

réunissent les conditions de santé exigées de se présenter aux examens.

Si le candidat est atteint d'une des maladies suivantes, il ne peut pas se présenter aux examens :

- 1° Maladie ataxique ;
- 2° Maladie contagieuse ;
- 3° Les estropiés qui ne pourraient pas remplir leurs fonctions.

Quand il s'agit de policiers de l'administration ou de chefs de prisons, ils ne doivent également n'être atteints d'aucune des maladies ci-dessus nommées, et, ils doivent au surplus remplir certaines conditions relatives à la taille, au poids et à la force.

III. — LE BUREAU DE LA CHANCELLERIE

Le bureau de la Chancellerie qui est une organisation aussi importante que l'Assemblée d'examen est chargé pour tout l'état, des sanctions et des récompenses.

Il comprend :

Un chef de bureau nommé par le gouvernement national, à la demande du président de la cour. Il est chargé d'exécuter les affaires importantes de ce bureau.

Un sous-chef de bureau, nommé par le gouvernement national, à la demande du président de la cour. Il est chargé d'aider le chef de bureau, dans l'exécution des affaires de ce bureau.

Du bureau de la Chancellerie, dépendent cinq bureaux :

- 1° Le bureau du secrétaire;
- 2° Le bureau des inscriptions;
- 3° Le bureau des vérifications;
- 4° Le bureau de stage des candidats fonctionnaires, reçus aux examens;
- 5° La commission de la Chancellerie.

1° Le bureau du secrétaire

Il comprend :

Un premier secrétaire nommé par le président de la cour, à la demande du chef de bureau de la Chancellerie. Ce premier secrétaire est chargé des affaires de son bureau, sous les ordres du chef de bureau de la Chancellerie.

6 secrétaires nommés par le président de la cour, à la demande du chef de bureau de la Chancellerie. Sous les ordres de ce dernier, ils sont chargés d'aider le premier secrétaire.

3 chefs de section nommés par le chef de bureau de la Chancellerie et chargés des affaires des sections.

16 à 28 assistants, nommés par le chef du bureau de la Chancellerie, chargés d'aider les chefs de sections.

De nombreux greffiers institués par le chef du bureau de la Chancellerie.

Du bureau du secrétaire dépendent trois sections :
La première section se divise en cinq groupes :

1° Le groupe des affaires importantes chargé de la garde des messages secrets et celle du sceau.

2° Le groupe de la rédaction chargé de la rédaction et de la correction des messages et de la publication des décrets du bureau de la Chancellerie.

3° Le groupe des réceptions et des envois chargé de la réception et de l'envoi des messages.

4° Le groupe des certificats et diplômes chargé de remettre les certificats et les diplômes aux candidats reçus.

5° Le groupe des conservateurs chargé de garder les livres et les messages du bureau de la Chancellerie.

La deuxième section se divise en trois groupes :

1° Le groupe des comptables, chargé des recettes et des dépenses du bureau de la Chancellerie ; il est chargé du budget et de la confection des comptes de ce bureau.

2° Le groupe des commis, chargé d'acheter les objets à l'usage public, de garder les domaines publics, les choses publiques, chargé également de l'exécution des travaux, du contrôle des gardes et employés, et enfin, chargé de la salubrité publique.

3° Le groupe d'inscription des fonctionnaires, chargé d'inscrire l'avancement ou la rétrogradation des fonctionnaires du bureau de la Chancellerie et les récompenses et châtiments de ces mêmes fonctionnaires.

La troisième section se divise en trois groupes :

1° Le groupe des recherches, chargé de chercher les matières relatives aux règles d'examen et aux statistiques ;

2° Le groupe de rédaction, chargé de la rédaction des statistiques ;

3° Le groupe du *Journal Officiel*; chargé de rédiger et de conserver le *Journal Officiel*.

2° *Le bureau des inscriptions*

Il comprend :

Un chef de bureau, nommé par le président de la cour à la demande du chef du bureau de la Chancellerie. Il est chargé des affaires du bureau des inscriptions, sous les ordres du chef de bureau de la Chancellerie.

Deux chefs de section, nommés par le chef du bureau de la Chancellerie et chargés des affaires des sections.

Quatre assistants et six greffiers, nommés par le chef de bureau de la Chancellerie et chargés d'aider les chefs de sections.

Du bureau des inscriptions dépendent deux sections :

La première section se divise en trois groupes :

1° Le premier groupe chargé d'inscrire les fonctionnaires du gouvernement central;

2° Le deuxième groupe chargé d'inscrire les fonctionnaires du gouvernement local;

3° Le troisième groupe, chargé d'inscrire les candidats fonctionnaires;

La deuxième section se divise en trois groupes :

1° Le premier groupe chargé d'inscrire les candidats reçus aux examens supérieurs;

2° Le groupe chargé d'inscrire les candidats reçus aux examens généraux;

3° Le groupe chargé d'inscrire les candidats reçus aux examens spéciaux.

3° *Le bureau des vérifications*

Il comprend :

Un chef de bureau, nommé par le président de la cour, à la demande du chef de bureau, de la Chancellerie, sous les ordres duquel il est placé et chargé des affaires du bureau des vérifications et du contrôle de ses subordonnés.

Trois chefs de section, nommés par le chef de bureau de la Chancellerie et chargés des affaires des sections.

Six assistants et trois greffiers, nommés par le chef de bureau de la Chancellerie et chargés d'aider les chefs de sections.

Du bureau des vérifications dépendent trois sections :

La première section se divise en deux groupes :

1° Le groupe chargé de vérifier les mérites des fonctionnaires du gouvernement central;

2° Le groupe chargé de vérifier les mérites des fonctionnaires du gouvernement local.

La deuxième section se divise en deux groupes :

1° Le groupe chargé de vérifier les avancements, les rétrogradations, les mutations et les révocations des fonctionnaires du gouvernement central;

2° Le groupe chargé de vérifier les avancements, les rétrogradations, les mutations et les révocations des fonctionnaires du gouvernement local.

La troisième section se divise en deux groupes :

1° Le groupe chargé de vérifier les capacités des fonctionnaires nouvellement promus au gouvernement central;

2° Le groupe chargé de vérifier les capacités des

fonctionnaires nouvellement promus au gouvernement local.

*4° Le bureau de stage des candidats, fonctionnaires
reçus aux examens*

Il comprend :

Un chef de bureau, nommé par le président de la cour à la demande du chef de bureau de la Chancellerie. Sous les ordres de ce dernier, il est chargé des affaires du bureau de stage et du contrôle de ses subordonnés.

Deux chefs de section, nommés par le chef du bureau de la Chancellerie et chargés des affaires des sections.

Six assistants, nommés par le chef du bureau de la Chancellerie et chargés d'aider les chefs de section.

Du bureau de stage des candidats fonctionnaires reçus aux examens dépendent deux sections.

La première section se divise en deux groupes :

1° Le groupe chargé de vérifier le traitement des fonctionnaires du gouvernement central;

2° Le groupe chargé de vérifier le traitement des fonctionnaires du gouvernement local.

La deuxième section se divise en trois groupes :

1° Le groupe chargé de la répartition des stagiaires en vue de parfaire leur instruction. La durée des stages varie avec les fonctions : un an pour les magistrats, six mois pour les fonctionnaires de la police administrative, trois mois pour les chefs de prison, etc.

2° Le groupe chargé des affaires concernant la réserve des retraites et chargé de vérifier si les bénéficiaires de ces retraites y ont droit;

3° Le groupe chargé des affaires concernant les primes et les pensions.

5° *La commission de la Chancellerie*

Elle comprend :

Un premier commissaire de la Chancellerie dont le vice-président de la cour d'examen cumule les fonctions avec les siennes.

Quatre commissaires, à savoir : le premier secrétaire du bureau de la Chancellerie, le chef du bureau des inscriptions, le chef du bureau des vérifications, et le chef du bureau de stage des candidats fonctionnaires reçus aux examens.

Ces commissaires cumulent ces fonctions avec celles qui leur ont été dévolues primitivement.

Le premier commissaire et les quatre commissaires composent le commission de la Chancellerie.

Les fonctions du commissaire de la Chancellerie sont :

1° La révision des métiers des fonctionnaires ;

2° La révision relative à l'avancement, à la rétrogradation, aux mutations et aux révocations des fonctionnaires ;

3° La révision relative aux capacités des fonctionnaires nouvellement promus ;

4° La révision relative aux retraites, primes et pensions ;

5° La révision relative aux traitement des fonctionnaires.

Pendant les séances de la commission de la Chancellerie, le premier commissaire préside, ou à son

défaut, le premier secrétaire du bureau de la Chancellerie.

Cette commission se réunit au moins une fois par semaine, le mercredi, à 9 heures.

Appendice

LES LOIS D'ORGANISATION RELATIVES A LA COUR D'EXAMEN

1^o *Loi du 24 février 1928* *sur l'organisation de la cour d'examen*

ARTICLE PREMIER. — Composition de la cour d'examen :

- 1^o Assemblée d'examen ;
- 2^o Bureau de la Chancellerie.

ART. 2. — Fonctions de l'assemblée d'examen :

- 1^o Examen des candidats aux fonctions civiles, à la magistrature, des candidats diplomates et aux fonctionnaires ;
- 2^o Examen des candidats techniciens ;
- 3^o Organisation du comité d'examen ;
- 4^o Annonce du nombre de candidats reçus ;
- 5^o Charge d'autres affaires relatives aux examens.

ART. 3. — Fonctions de la Chancellerie :

- 1^o Inscription des fonctionnaires ;
- 2^o Inscription des candidats reçus ;
- 3^o Vérification et inscription des mérites des fonctionnaires ;
- 4^o Vérification des nominations et des révocations des fonctionnaires ;
- 5^o Vérification de l'avancement et de la rétrogradation des fonctionnaires ;
- 6^o Vérification des capacités des fonctionnaires ;
- 7^o Vérification des traitements, primes et pensions des fonctionnaires.

ART. 4. — L'assemblée d'examen comprend : un premier commissaire, un deuxième commissaire, cinq à sept commissaires.

Le bureau de la Chancellerie comprend : un chef de bureau, un sous-chef de bureau, nommés par le gouvernement national, à la demande du président de la cour d'examen.

ART. 5. — L'organisation de l'assemblée d'examen et celle du bureau de la Chancellerie sont réglées par les lois.

ART. 6. — La cour d'examen comprend les bureaux suivants :

- 1° Le bureau des secrétaires ;
- 2° Le bureau des conseillers ;
- 3° Le bureau de la rédaction.

ART. 7. — Les fonctionnaires du bureau des secrétaires sont :

- 1° Un premier secrétaire, nommé par le président de la cour d'examen ;
- 2° Six à dix secrétaires nommés par le président de la cour d'examen ;
- 3° Vingt à trente assistants institués par le président de la cour d'examen.

ART. 8. — Le bureau des secrétaires est chargé des affaires suivantes :

- 1° Relatives à la réception et à l'envoi des messages ;
- 2° Relatives à la garde des messages ;
- 3° Relatives à la rédaction ou à la traduction des messages ;
- 4° Relatives à la garde du sceau ;
- 5° Relatives à la comptabilité et aux commis.

ART. 9. — Le bureau des conseillers comprend quatre à six conseillers, nommés par le président de la cour d'examen.

ART. 10. — Le bureau des conseillers est chargé de l'initiative et de la vérification des lois et des décrets relatifs aux examens et à la Chancellerie.

ART. 11. — Le bureau de la rédaction comprend trois rédacteurs et trois traducteurs nommés par le président de la cour d'examen.

ART. 12. — Le bureau de la rédaction est chargé de la rédaction et de la traduction des livres anciens ou modernes de la Chine ou de l'étranger, relatifs au système d'examen.

ART. 13. — Le président de la cour d'examen est chargé de diriger les principales affaires de toute cette cour.

ART. 14. — La cour d'examen doit s'en référer aux lois pour organiser le comité d'examen dans les sections des provinces.

ART. 15. — Cet article comprend les instructions relatives aux capacités des fonctionnaires. Si la cour d'examen connaît l'incapacité d'un fonctionnaire, elle peut demander au gouvernement national sa révocation.

ART. 16. — Cette loi est applicable dès le jour de sa publication.

*2^o Loi du 1^{er} août 1927
sur l'organisation de l'assemblée d'examen*

ARTICLE PREMIER. — L'assemblée d'examen est chargée des affaires de tout l'Etat.

ART. 2. — L'assemblée d'examen comprend : un premier commissaire nommé par le gouvernement national à la demande du président de la cour d'examen ; un vice-commissaire nommé par le gouvernement national à la demande du président de la cour d'examen ; cinq à sept examinateurs nommés par le gouvernement national à la demande du président de la cour d'examen.

ART. 3. — Tous ces commissaires qui composent l'assemblée d'examen discutent des affaires relatives aux examens, prennent des décisions à leur sujet, et le premier commissaire est chargé de l'exécution de ces décisions.

ART. 4. — L'assemblée doit organiser, pendant les périodes d'examen, le comité d'examen provisoire.

ART. 5. — L'assemblée d'examen comprend un premier secrétaire et quatre secrétaires, tous nommés par le président

de la cour d'examen ; six chefs de section et douze assistants, tous nommés par le premier commissaire de l'assemblée d'examen.

ART. 6. — Le premier secrétaire, sous les ordres du premier commissaire, est chargé des affaires de l'assemblée d'examen.

ART. 7. — Cette loi est applicable dès le jour de sa publication.

*3° Loi du 17 décembre 1928
sur l'organisation du bureau de la Chancellerie*

ARTICLE PREMIER. — Le bureau de la Chancellerie est chargé des affaires relatives aux récompenses et châtiments concernant les autorités civiles, les magistrats, officiers diplomatiques et les autres fonctionnaires de l'Etat.

ART. 2. — Le bureau de la Chancellerie comprend un chef de bureau qui est chargé des affaires importantes de ce bureau et de la surveillance de ses subordonnés, un sous-chef de bureau chargé d'exécuter les affaires de ce bureau. Ces deux fonctionnaires sont nommés par le gouvernement national à la demande du président de la cour.

ART. 3. — Du bureau de la Chancellerie dépendent les cinq bureaux suivants :

- 1° Le bureau du secrétaire ;
- 2° Le bureau des inscriptions ;
- 3° Le bureau des vérifications ;
- 4° Le bureau de stage des candidats fonctionnaires reçus aux examens ;
- 5° La commission de la Chancellerie.

ART. 4. — Le bureau de la Chancellerie est chargé des affaires :

- 1° Relatives à la réception, à l'envoi et à la garde des messages ;
- 2° Relatives à la rédaction des messages ;

3° Relatives à la proclamation des décrets de la cour d'examen ;

4° Relatives à la garde du sceau ;

5° Relatives à la comptabilité et aux commis ;

6° Relatives à l'inscription, à l'avancement ou à la rétrogradation des fonctionnaires de ce bureau.

ART. 5. — Le bureau des inscriptions est chargé des affaires :

1° Relatives à l'inscription des fonctionnaires de tout l'Etat ;

2° Relatives à l'inscription des candidats reçus aux examens.

ART. 6. — Le bureau des vérifications est chargé des affaires :

1° Relatives à la vérification des mérites des fonctionnaires ;

2° Relatives à la vérification de l'avancement ou de la rétrogradation des fonctionnaires ;

3° Relatives à la vérification des capacités des fonctionnaires ;

4° Relatives à la vérification des nominations et des révocations des fonctionnaires.

ART. 7. — Le bureau de stage des candidats fonctionnaires reçus aux examens est chargé des affaires :

1° Relatives à la vérification du traitement des fonctionnaires ;

2° Relatives à la vérification des retraites, primes et pensions ;

3° Relatives aux stages des candidats fonctionnaires.

ART. 8. — La commission de la Chancellerie est chargée de la révision des affaires que comporte l'article 6 et des affaires que comportent le premier et le deuxième paragraphes de l'article 7.

ART. 9. — Le bureau de la Chancellerie comprend un premier secrétaire et six secrétaires, nommés par le prési-

dent de la cour d'examen à la demande du chef de bureau de la Chancellerie.

ART. 10. — La commission de la Chancellerie est composée : du vice-président de la cour d'examen, du premier secrétaire du bureau de la Chancellerie, du chef du bureau des inscriptions, du chef du bureau des vérifications, du chef du bureau du stage des candidats fonctionnaires reçus aux examens, cumulant les fonctions de la commission avec celles qui leur sont dévolues.

Le vice-président de la cour d'examen, qui est le premier commissaire, préside les séances de la commission de la Chancellerie.

ART. 11. — Cette loi est applicable dès le jour de sa publication.

CHAPITRE II

LES ATTRIBUTIONS DE LA COUR D'EXAMEN

Les deux principales sont :

- 1° Les examens;
- 2° La Chancellerie.

PREMIÈRE SECTION

Les examens

Il y a quatre catégories d'examen :

- 1° Les examens généraux;
- 2° Les examens supérieurs;
- 3° Les examens spéciaux;
- 4° Les examens des candidats à la députation et les examens des fonctionnaires.

1° LES EXAMENS GÉNÉRAUX

Les examens généraux sont institués dans le but de trouver des fonctionnaires généraux capables. Les candidats aux examens généraux doivent avoir terminé leurs études dans la plus haute classe d'un lycée ou d'une autre école similaire. La cour d'exa-

men envoie les examinateurs dans les différentes sections de province, au moment des examens généraux. Dans chaque section de provinces, il y a un examen général tous les deux ans.

Le pays est divisé, pour les examens généraux, en neuf sections, ceci, conclu par l'Assemblée d'examen en Février 1933 et sanctionné par le gouvernement national.

Les neuf sections de provinces sont :

— La première section qui comprend :

Tien-Sou, Tchen-Tien, Nan-Rui, Tchien-Chi, Rou-Bé, Rou-Nin, en tous six provinces.

— La deuxième section qui comprend :

Re-Bé, Echen-Don, Re-Nin, Thin-Chi, Tra-Raen, Si-Yoin; en tout six provinces.

— La troisième section qui comprend :

Léo-Nien, Ti-Lin, Relon-Tien, Ge-Ren; en tout quatre provinces.

— La quatrième section qui comprend :

Sou-Tchouin, Tchi-Kran, Youn-Nin, Koung-Yo; en tout quatre provinces.

— La cinquième section qui comprend :

Chan-Chi, Nyon-Chia, Kin-Sou, Tchîn-Ré; en tout quatre provinces.

— La sixième section qui comprend :

Canton, Canchi, Tou-Tien; en tout trois provinces.

— La septième section qui comprend :

Chi-San.

— La huitième section qui comprend :

Mongol.

— La neuvième section qui comprend :

Tchin-dien.

Trois mois avant l'examen général, la cour d'examen proclame le genre d'examen, la section et l'endroit où cet examen aura lieu et la date de cet examen.

Les candidats éloignés peuvent se faire inscrire par correspondance et chaque candidat doit déclarer quel examen il désire passer, car il n'a pas le droit d'en passer plusieurs en même temps.

L'examen général comporte trois parties :

- a) Une première épreuve écrite;
- b) Une deuxième épreuve écrite;
- c) Une épreuve orale.

Les candidats reçus à la première épreuve écrite, se présentent à la deuxième et s'ils sont reçus, subissent l'épreuve orale.

Les deux épreuves écrites reçoivent chacune un maximum de points de 40 % de la somme totale et l'épreuve orale un maximum de 40 %.

Le candidat reçu avec une moyenne de 60 points a la mention passable; celui qui est reçu avec une moyenne de 70 points a la mention bien; avec une moyenne de 80 points, la mention très bien.

Il est de règle que les fonctionnaires désirant se présenter aux examens généraux, supérieurs, spéciaux, ou à l'examen des candidats à la députation, obtiennent le congé nécessaire, ce congé leur étant payé comme s'ils ne quittaient pas leur travail. De plus, ils ont l'avantage de voyager à demi-tarif.

Les candidats reçus aux examens généraux, reçoivent un diplôme de la cour d'examen et sont nommés à des fonctions inférieures dans la section de province où ils ont passé l'examen.

2° LES EXAMENS SUPÉRIEURS

Les examens supérieurs ont pour but de trouver des hommes capables de remplir des fonctions supérieures. Pour cela, les règles d'admission sont rigoureuses pour les candidats.

Ceux-ci doivent remplir l'une des trois conditions suivantes :

- 1° Avoir terminé leurs études dans une université ou autre institut d'enseignement technique;
- 2° Etre technicien ou auteur technique;
- 3° Avoir passé l'examen général depuis quatre ans ou être fonctionnaire depuis trois ans.

Ces examens supérieurs ont lieu une fois par an dans la capitale. Le comité d'examen organisé par l'Assemblée d'examen fait passer les épreuves aux candidats.

Généralement, chaque année, les dates sont ainsi arrêtées :

Le 22 juin, le comité d'examen commence à s'organiser sous la responsabilité de l'Assemblée d'examen.

Du 23 juin au 5 juillet, les candidats vont s'inscrire.

Du 5 au 10 juillet, le bureau du secrétaire du comité vérifie les diplômes et les certificats médicaux des candidats.

Le 15 juillet, commencent les premières épreuves écrites, portant généralement sur la littérature et les trois doctrines du peuple (doctrines de Kouomintan).

Le 20 juillet commencent les deuxièmees épreuves écrites portant sur les sciences propres à chaque genre d'examen.

Le 25 juillet, commencent les épreuves orales.

Deux moyens sont employés pour les épreuves orales :

1° Poser plusieurs questions au candidat ;

2° D'après les cahiers d'examen du candidat, lui poser des questions sur une partie du sujet traité par lui.

Le temps accordé à un candidat, pour répondre aux questions orales est de 15 à 30 minutes.

Au moment des examens supérieurs, la cour d'examen peut demander à la cour du censeur de lui envoyer des censeurs pour la surveillance.

Les candidats reçus aux examens supérieurs reçoivent un diplôme de la cour d'examen.

Dans la nomination des candidats aux fonctions publiques, le bureau de la Chancellerie décide d'abord du Gouvernement où seront envoyés les candidats reçus, soit au gouvernement central, soit au gouvernement central, soit au gouvernement local. Il soumet ensuite sa décision à la cour d'examen, laquelle la transmet au gouvernement national, qui envoie les candidats aux provinces ou à la capitale.

Les candidats reçus, nommés au gouvernement local ont leurs frais de voyage et de vêtements payés. L'indemnité afférente aux frais de voyage varie sui-

vant l'éloignement du lieu de destination; elle est généralement de 200 dollars (1). Celle des frais de vêtements est de 300 dollars.

3° LES EXAMENS SPÉCIAUX

En dehors des examens généraux et des examens supérieurs, il y a les examens spéciaux. Ces examens ont pour but de trouver des fonctionnaires techniques et de donner les certificats nécessaires à l'exercice des fonctions suivantes :

1° Avocat et comptable;

2° Expert technique d'agriculture, de minéralogie, d'industrie ou de travaux publics;

3° Médecin, pharmacien, accoucheur, etc...

4° Et autres fonctions exigeant des certificats.

Les examens spéciaux se passent dans la capitale ou dans quelques endroits assignés par la cour d'examen, laquelle organise le comité qui fait subir les épreuves aux candidats.

4° L'EXAMEN DES CANDIDATS A LA DÉPUTATION ET L'EXAMEN DES FONCTIONNAIRES

L'examen des candidats consiste à faire passer aux candidats à la députation, un examen qui leur donnera droit, s'ils sont reçus, à l'éligibilité.

L'examen des fonctionnaires consiste à faire passer un examen aux fonctionnaires déjà nommés, qui gardent leur place comme par le passé; ceux qui ne passent pas cet examen sont révoqués.

(1) Un dollar chinois vaut six francs français.

Ces deux sortes d'examens sont soutenus par le leader du parti national (Kouomintan), M. Soun-Ouin.

En ce moment, la cour d'examen règle ces deux sortes d'épreuves qui font partie de ses attributions. Mais jusqu'à aujourd'hui, tout cela est resté dans le domaine de la théorie et les examens n'ont pas encore eu lieu, ils ont seulement été déterminés par la cour. Il est difficile de deviner à quel moment ces projets se réaliseront.

Les examens généraux supérieurs et spéciaux sont appliqués en Chine comme à l'étranger. Ils sont acceptés par le peuple.

Mais l'examen des candidats à la députation et celui des fonctionnaires n'ont jamais eu lieu dans l'ancienne Chine, ni à l'étranger, car l'examen des candidats à la députation restreint beaucoup la liberté du peuple; en effet, le peuple qui a jugé quelqu'un capable d'être élu, ne peut user de son droit de vote si le candidat n'a pas passé l'examen ou n'a pas été reçu. Le peuple ne peut donc suivre librement son idée et la faire triompher.

Au cas où les fonctionnaires nommés ne rempliraient pas convenablement leur charge, on peut toujours avoir recours aux châtiments ou à la révocation par le bureau de la Chancellerie.

Mais M. Soun-Ouin expose dans ses doctrines le motif qui lui fait soutenir ces deux sortes d'examens et montre les inconvénients du système d'élection moderne qu'il juge être les suivants :

1° Si la circonscription d'élection est vaste, il est difficile aux électeurs d'assurer que tel candidat est

plus capable que tel autre. Même si chaque électeur a la certitude de ne pas se tromper, il est certain qu'il agit selon son idée personnelle, dissemblable de celle du voisin : d'où de nombreux ballotages ;

2° Si un candidat agréé à un électeur, celui-ci lui donnera une voix ; mais s'il ne lui agréé pas, il y aura bulletin blanc. Parfois, des hommes vertueux et capables sont ainsi refusés par le peuple ;

3° Souvent, pour les élections, ce sont les partis qui indiquent les candidats. Mais chaque parti n'a en vue que son développement et ses intérêts et non les intérêts du peuple.

Si l'usage s'établissait de l'examen des candidats à la députation, ce serait un moyen de parer à ces trois inconvénients.

Mais ces deux examens, celui des candidats à la députation et celui des fonctionnaires n'ont, jusqu'à présent, jamais eu lieu et on ne peut prévoir à quel moment ils deviendront une réalité pratique.

Appendice

La loi d'examen

(publiée par le gouvernement national le 1^{er} août 1929)

ARTICLE PREMIER. — La cour d'examen s'en réfère aux lois pour agir selon ses attributions.

ART. 2. — Les candidats à la députation, les fonctionnaires et ceux qui désirent quelques autres fonctions, sont obligés de prendre des certificats ou des certificats techniques. Il leur faut passer des examens qui décident de leurs capacités.

ART. 3. — Les candidats fonctionnaires et les candidats aux fonctions exigeant un certificat passent les examens suivants :

- 1° Les examens généraux ;
- 2° Les examens supérieurs.

ART. 4. — La cour d'examen peut organiser les deux examens suivants, quand elle juge que les circonstances l'exigent :

- 1° Les examens spéciaux ;
- 2° L'examen des candidats à la députation.

ART. 5. — Les programmes des examens généraux et supérieurs sont réglés par la cour d'examen.

ART. 6. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise ont le droit de se présenter aux examens généraux, s'ils possèdent l'un des diplômes suivants :

- 1° Diplôme de fin d'études des lycées ou collèges ;
- 2° Diplômes de fin d'études d'écoles du même genre.

ART. 7. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise ont le droit de se présenter aux examens supérieurs s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- 1° Possession d'un diplôme de fin d'études d'une université nationale, d'une université privée ou d'une autre université d'enseignement technique ;
- 2° Possession d'un diplôme de fin d'études d'une université étrangère ou d'une université étrangère d'enseignement technique ;
- 3° Être technicien ou auteur technique ;
- 4° Avoir passé un examen général depuis 4 ans ou être fonctionnaire depuis 3 ans.

ART. 8. — N'ont pas le droit de se présenter à ces examens :

- 1° Ceux qui sont privés de leurs droits civils ;
- 2° Ceux qui doivent au trésor public ;
- 3° Ceux qui ont eu une condamnation pour vénalité ;
- 4° Ceux qui fument l'opium.

ART. 9. — Les examens généraux ont lieu une fois tous les deux ans dans les sections de provinces. Les examens supérieurs ont lieu une fois par an dans la capitale ou quelque autre endroit désigné par la cour d'examen.

ART. 10. — Les examens généraux et les examens supérieurs se divisent les uns et les autres en trois épreuves : une première épreuve écrite, une deuxième épreuve écrite et une épreuve orale.

Si l'on n'est pas reçu à la première épreuve écrite, on ne peut se présenter à la deuxième, et si l'on n'est pas reçu à la deuxième, on ne peut se présenter à l'épreuve orale.

ART. 11. — Pour les périodes d'examen, l'assemblée d'examen organise le comité d'examen chargé de s'occuper des épreuves.

ART. 12. — La cour d'examen peut demander à la cour des censeurs d'envoyer des censeurs pour exercer la surveillance pendant les examens.

ART. 13. — Les candidats reçus aux examens reçoivent leurs diplômes de la cour d'examen.

ART. 14. — Si, parmi les candidats reçus, la cour d'examen s'aperçoit que quelqu'un est passé par faveur, recommandation ou s'est fait substituer au moment des épreuves par un autre plus capable, ou s'il s'agit encore d'autres subterfuges, elle peut annuler la décision du comité et refuser le diplôme au candidat.

ART. 15. — Si la cour d'examen le juge nécessaire, par suite des circonstances, elle peut organiser des examens supplémentaires en dehors des époques ordinaires de ces examens.

ART. 16. — Cette loi est applicable dès le jour de sa publication.

Règles de la salle d'examen

(Proclamée par l'assemblée d'examens le 29 septembre 1933)

1° Les candidats aux examens, pénétrant dans la salle où se passent les épreuves, doivent s'asseoir aux places numérotées qui leur ont été assignées ;

2° Les candidats ne peuvent rien apporter dans la salle, si ce n'est des plumes, de l'encre, ou autres choses réglées par le comité d'examen ;

- 3° On ne doit pas déchirer les cahiers d'examen ;
- 4° On ne doit ni inscrire son nom, ni faire une marque quelconque sur les cahiers ;
- 5° On ne doit pas demander le sens des sujets ;
- 6° On ne doit pas quitter sa place spontanément ;
- 7° On ne doit pas parler à quelqu'un ;
- 8° On ne peut pas lire ;
- 9° On ne doit pas passer de papiers ou autre chose à quelqu'un ;
- 10° On ne doit pas regarder les cahiers des autres candidats, ni, bien entendu, les copier ;
- 11° Il est défendu de fumer ;
- 12° Il est défendu de cracher ;
- 13° Il est interdit de déranger l'ordre de la salle d'examen ;
- 14° Il faut rendre les cahiers dans le temps accordé et, à expiration de ce temps, le surveillant ramasse tous les cahiers ;
- 15° Le questionnaire doit être rendu avec le cahier ;
- 16° Pour rendre un cahier avant la fin du temps donné, le candidat doit lever la main, et le surveillant vient prendre le cahier ;
- 17° On ne peut pas sortir de la salle d'examen sans avoir rendu son cahier, sauf avec une permission du surveillant.

Dans le cas où un candidat viole une ou plusieurs de ces règles, il est réprimandé par le surveillant, si la faute est légère ; si la faute est grave, le surveillant demande des instructions au premier examinateur qui ordonne, si le cas est grave, l'exclusion du candidat.

DEUXIÈME SECTION

Attributions de la Chancellerie

Les affaires de récompenses et de châtimement relèvent naturellement du pouvoir exécutif. Mais dans l'organisation du gouvernement national de Chine, la cour d'examen est chargée de tout ce qui concerne les examens et le pouvoir d'examen est indépendant. Il y a des affaires de récompenses et de châtiments ayant trait aux examens; on a donc établi un bureau de Chancellerie à la cour d'examen. Ce bureau de Chancellerie de la cour d'examen s'occupe de toutes les affaires de récompenses et de châtiments concernant les fonctionnaires du gouvernement central et du gouvernement local.

Ces attributions sont les suivantes :

1° L'inscription des fonctionnaires.

Tous les fonctionnaires de l'Etat doivent être inscrits, par catégorie, par le bureau de la Chancellerie, pour vérification;

2° L'inscription des candidats reçus aux examens.

Tous les candidats reçus aux examens sont divisés en catégories et inscrits par le bureau de la Chancellerie. Puis suivant le rang auquel sont sortis les candidats et leurs capacités techniques, ils sont envoyés au gouvernement central ou au gouvernement local et ils sont nommés par ces gouvernements;

3° L'inscription de la vérification des mérites des fonctionnaires.

Tous les fonctionnaires de l'Etat sont soumis à la loi de vérification. Cette loi est appliquée deux fois

par an : une fois en juin, une fois en décembre. Le critérium de vérification est établi suivant les fonctions des fonctionnaires, pour faciliter le jugement.

Chaque vérification comporte deux formalités : une première formalité de vérification et une deuxième formalité de vérification.

La partie supérieure de la hiérarchie est chargée de la première formalité. Par exemple : avant le mois de juin et avant le mois de décembre, les gouverneurs contrôlent les fonctionnaires inférieurs de leurs provinces respectives. La province envoie le dossier du rapporteur au bureau de la Chancellerie de la cour d'examen.

Au mois de juin et au mois de décembre, le bureau de la Chancellerie commence la deuxième formalité de vérification. Quand le bureau de la Chancellerie a fini de vérifier, il publie le jugement en divisant par catégories :

a) Capacités concordantes (certificats donnés par le bureau de la Chancellerie);

b) Capacités non concordantes (notification par le bureau de la Chancellerie aux supérieurs de ceux qui n'ont pas les capacités nécessaires à leurs fonctions);

c) Ceux qui doivent recevoir des primes;

d) Ceux qui doivent rétrograder d'un rang;

e) Ceux qui doivent être révoqués;

4° Division du traitement selon le rang occupé dans la hiérarchie par les fonctionnaires de l'Etat;

5° S'occuper des affaires de retraites et pensions.

CHAPITRE III

LES GENRES D'EXAMENS

(Avec le programme de chaque genre d'examens)

Les genres d'examens sont réglés par la cour d'examens

PREMIÈRE SECTION

Les examens supérieurs

*Règle de l'examen supérieur
des candidats administrateurs généraux*

ARTICLE PREMIER. — Le citoyen ou la citoyenne de la république chinoise, remplissant les conditions contenues dans l'article 7 des lois d'examens, a le droit de se présenter à l'examen des administrateurs généraux.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

- 1° Littérature : thèse et lettre officielle ;
- 2° Les trois doctrines du peuple (doctrines de Kouomin-tan) ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Géographie de la Chine ;
- 5° Droit constitutionnel ;
- 6° Histoire des doctrines économiques.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Droit administratif ;
- 2° Droit civil ;

- 3° Droit criminel;
- 4° Règles du gouvernement local autonome;
- 5° Science financière.
- B) Programme des épreuves à option :
 - 1° Législation de la terre;
 - 2° Législation du travail;
 - 3° Droit public international;
 - 4° Régime politique étranger;
 - 5° Economie rurale.

On peut choisir deux sujets parmi les cinq proposés.

ART. 5. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen parmi les épreuves obligatoires.

*Règle de l'examen supérieur
des candidats diplomates et consuls*

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise, remplissant les conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen des diplomates et des consuls.

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une faculté de sciences économiques, d'une faculté de sciences commerciales, d'une université nationale, d'une université privée, ou d'un autre établissement d'enseignement technique.

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de science politique, d'une faculté de science économique, d'une faculté de science commerciale, d'une université nationale, d'une université privée, ou d'un autre établissement d'enseignement technique étranger.

3° Avoir les capacités techniques de la diplomatie, ou être auteur technique, ces capacités ou ce travail d'auteur vérifiés par le comité d'examen qui peut permettre à l'intéressé de se présenter à l'examen.

4° Avoir passé l'examen général depuis 4 ans ou être nommé fonctionnaire diplomatique depuis trois ans.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

- 1° Littérature : thèse et lettre officielle ;
- 2° Les trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine et des pays étrangers ;
- 4° Géographie de la Chine et des pays étrangers ;
- 5° Droit constitutionnel ;
- 6° La première langue étrangère (langue anglaise).

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Droit public international ;
- 2° Droit privé international ;
- 3° Droit civil ;
- 4° Histoire des doctrines économiques ;
- 5° Science financière ;
- 6° Histoire diplomatique.

B) Programme des épreuves à option :

- 1° Droit commercial ;
- 2° Commerce international ;
- 3° Régimes politiques étrangers ;
- 4° Deuxième langue étrangère (langue française ou langue allemande).

On peut choisir un sujet parmi les quatre proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires, ou sur la langue chinoise, ou sur une langue étrangère.

*Règle de l'examen supérieur
des candidats fonctionnaires de l'instruction publique.*

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise, remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des fonctionnaires de l'instruction publique :

- 1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté d'instruction, d'une faculté de philosophie, d'une faculté de lettres,

d'une université nationale ou privée ou d'une école d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté d'instruction d'une faculté de philosophie, d'une faculté de lettres, d'une université nationale ou privée ou d'une école d'enseignement technique étrangère ;

3° Avoir les capacités techniques ou être auteur technique et avoir reçu l'approbation du comité d'examen après vérification de ces capacités ;

4° Avoir passé l'examen depuis 4 ans ou être fonctionnaire subalterne dans les services de l'instruction publique depuis trois ans ;

5° Etre professeur depuis trois ans dans un lycée ou un collège.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

1° Littérature : thèse et lettre officielle ;

2° Les trois doctrines du peuple ;

3° Histoire de la Chine ;

4° Géographie de la Chine ;

5° Droit constitutionnel ;

6° Sociologie.

ART. A. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

1° Les raisons fondamentales de l'enseignement ;

2° L'administration de l'enseignement ;

3° La règle des surveillants ;

4° Le régime de l'enseignement à l'étranger ;

5° Le droit civil.

B) Programme des épreuves à option :

1° L'enseignement social ;

2° L'enseignement rural ;

3° L'enseignement normal ;

4° L'enseignement professionnel ;

5° La statistique de l'enseignement.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

On peut choisir deux sujets parmi les cinq proposés.

*Règle de l'examen supérieur
des candidats fonctionnaires de l'administration des finances*

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise qui remplissent l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen des candidats fonctionnaires de l'administration des finances :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences économiques, d'une faculté de sciences financières, d'une faculté de sciences commerciales, d'une université nationale ou privée ou d'une école d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une faculté de sciences économiques, d'une faculté de sciences financières, d'une faculté de sciences commerciales, d'une université nationale ou privée ou d'une école d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une faculté de sciences économiques, d'une faculté de sciences financières, d'une faculté de sciences commerciale, d'une université nationale ou privée ou d'une école d'enseignement technique de l'étranger ;

3° Avoir des capacités financières ou économiques vérifiées et reconnues par le comité d'examens ;

4° Avoir passé l'examen général depuis quatre ans ou être fonctionnaire subalterne de l'administration des finances depuis trois ans.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

1° Littérature, thèse et lettre officielle ;

2° Les trois doctrines du peuple ;

3° Histoire de la Chine ;

- 4° Géographie de la Chine ;
- 5° Droit constitutionnel ;
- 6° Histoire des doctrines économiques.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Droit administratif ;
- 2° Science financière ;
- 3° Droit civil ;
- 4° Droit comptable ;
- 5° Législation financière ;
- 6° Raisons fondamentales de l'économie.

B) Programme des épreuves à option :

- 1° Législation de la terre ;
- 2° Finances privées ;
- 3° Droit commercial ;
- 4° Théorie de la banque.

On peut choisir un sujet parmi les quatre proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

Règle de l'examen supérieur des candidats magistrats.

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des magistrats :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une université nationale ou d'une université privée ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une université nationale ou d'une université privée de l'étranger ;

3° Avoir l'intelligence technique nécessaire ou être auteur technique et avoir reçu après vérification, l'approbation du comité d'examen ;

4° Avoir passé l'examen général depuis quatre ans ou être nommé depuis trois ans fonctionnaire subalterne de justice.

ART. 2. — L'examen des candidats à la magistrature comprend :

- 1° Un premier examen ;
- 2° Un deuxième examen.

ART. 3. — Le premier examen comporte :

- La première épreuve écrite ;
- La deuxième épreuve écrite ;
- La troisième épreuve orale.

ART. 4. — Programme de la première épreuve écrite du premier examen :

- 1° Littérature : thèse et lettre officielle ;
- 2° Les trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Géographie de la Chine ;
- 5° Droit constitutionnel ;
- 6° Les lois d'organisation de la Cour de justice.

ART. 5. — Programme de la deuxième épreuve écrite du premier examen :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Droit civil ;
- 2° Droit commercial ;
- 3° Droit criminel ;
- 4° Procédure civile ;
- 5° Procédure criminelle.

B) Programme des épreuves à option :

- 1° Droit administratif ;
- 2° Législation de la terre ;
- 3° Législation du travail ;
- 4° Droit public international ;
- 5° Droit international privé ;
- 6° Régime des prisons.

On peut choisir deux sujets parmi les six proposés.

ART. 6. — Les épreuves orales portent sur le droit civil, le droit criminel ou le droit commercial ; ces sujets ayant été

traités sur les cahiers d'examen, les candidats sont interrogés sur quelques points de ces sujets traités.

ART. 7. — Les candidats reçus à ce premier examen sont envoyés dans les tribunaux pour y faire un stage d'un an.

ART. 8. — Quand ce stage est terminé, les candidats à la magistrature passent un deuxième examen.

1° Ce deuxième examen comprend les épreuves écrites, les épreuves orales et la vérification du mérite du stagiaire ;

2° Le programme des épreuves écrites est décidé par le comité d'examens ;

3° Pour les épreuves orales, les examinateurs interrogent les candidats afin de juger de l'expérience qu'ils ont acquise pendant leur année de stage.

ART. 9. — Le deuxième examen passé, les candidats reçus sont nommés à diverses fonctions et reçoivent un diplôme attestant leurs capacités.

Si quelque candidat à la magistrature n'est pas reçu au deuxième examen, il lui faut continuer son stage et se présenter l'année suivante. Si au bout de deux ans de stage, il n'est pas encore reçu, il est exclu.

Règle de l'examen supérieur des candidats avocats

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen des candidats avocats :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une université nationale ou d'une université privée ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une université nationale ou d'une université privée de l'étranger ;

3° Avoir l'intelligence technique nécessaire ou être auteur technique et avoir reçu, après vérification, l'approbation du comité d'examens ;

4° Etre nommé fonctionnaire subalterne de justice depuis trois ans.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

- 1° Littérature, thèse et lettre officielle ;
- 2° Les trois doctrines du peuple ;
- 3° Droit constitutionnel ;
- 4° Les lois d'organisation du gouvernement national ;
- 5° Les lois d'organisation du tribunal.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Droit civil ;
- 2° Droit criminel ;
- 3° Procédure civile ;
- 4° Procédure criminelle ;
- 5° Statuts réels ;
- 6° Droit romain.

B) Programme des épreuves à option :

- 1° Droit administratif ;
- 2° Législation chinoise ;
- 3° Législation du travail ;
- 4° Droit international public ;
- 5° Droit international privé ;
- 6° Sociologie.

On peut choisir deux sujets parmi les six proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

ART. 5. — Les candidats reçus à cet examen ont le droit d'exercer les fonctions d'avocat et reçoivent un diplôme attestant leurs capacités.

*Règle de l'examen supérieur
des candidats ingénieurs agronomes*

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des candidats agronomes :

- 1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté d'agriculture ou d'une école supérieure d'agriculture ;
- 2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté d'agriculture ou d'une école supérieure d'agriculture de l'étranger ;
- 3° Avoir les capacités techniques nécessaires ou être auteur technique et avoir reçu, après vérification, l'approbation du comité d'examens ;
- 4° Avoir passé l'examen général des candidats fonctionnaires de l'agriculture depuis quatre ans.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Littérature ; thèse et lettre officielle ;
- 2° Les trois doctrines du peuple ;
- 3° Droit constitutionnel ;
- 4° Les lois d'organisation du gouvernement national ;
- 5° Droit civil.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Législation chinoise ;
- 2° Législation rurale ;
- 3° Agronomie ;
- 4° Comptabilité agricole ;
- 5° Chimie agricole ;
- 6° Les industries agricoles ;
- 7° Génie civil ;
- 8° Physique.

B) Programme des épreuves à option :

- 1° Géologie ;
- 2° Comptabilité d'entreprise ;
- 3° Analyse des engrais ;

- 4° Structure de la plante ;
- 5° Météorologie ;
- 6° Hydrologie ;
- 7° Les coopératives rurales ;
- 8° Sciences forestières ;
- 9° Histoire de l'agriculture.

On peut choisir trois sujets parmi les neuf proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

Règle de l'examen supérieur des candidats comptables

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des candidats comptables :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de sciences économiques, d'une faculté de sciences financières, d'une faculté de sciences commerciales, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de sciences économiques, d'une faculté de sciences financières, d'une faculté de sciences commerciales, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique de l'étranger ;

3° Avoir les capacités techniques nécessaires ou être auteur technique, et avoir reçu après vérification de ces capacités, l'approbation du comité d'examens ;

4° Avoir passé l'examen générale depuis 4 ans ou remplir depuis 3 ans des fonctions subalternes de comptable.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

- 1° Littérature : thèse et lettre officielle ;
- 2° Les trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Géographie de la Chine ;

5° Droit constitutionnel ;

6° Sciences financières.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

1° Comptabilité ;

2° Compte officiel ;

3° Régime comptable de l'annualité fiscale ;

4° Théorie positive de la comptabilité ;

5° Droit civil.

B) Programme des épreuves à option :

1° Législation financière ;

2° Les régimes comptables étrangers ;

3° Comptabilité d'entreprise ;

4° Comptabilité de banque ;

5° Comptabilité commerciale.

On peut choisir un sujet parmi les cinq proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

Règle de l'examen supérieur des candidats statisticiens

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des candidats statisticiens :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de statistique, d'une faculté de commerce, d'une faculté de sciences économiques, d'une faculté de sciences financières, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de statistique, d'une faculté de commerce, d'une faculté de sciences économiques, d'une faculté de sciences financières, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique de l'étranger ;

3° Avoir les capacités techniques d'un statisticien, ou être auteur technique et avoir reçu, après vérification de ces capacités, l'approbation du comité d'examens ;

4° Avoir passé l'examen général depuis 4 ans ou avoir exercé depuis 3 ans des fonctions subalternes de statisticien.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

1° Littérature : thèse et lettre officielle ;

2° Les trois doctrines du peuple ;

3° Histoire de la Chine ;

4° Géographie de la Chine ;

5° Droit constitutionnel ;

6° Histoire des doctrines économiques.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

1° Statistique ;

2° Sociologie ;

3° Comptabilité ;

4° Statut comptable ;

5° Droit civil.

B) Programme des épreuves à option :

1° Etat civil ;

2° Histoire sociale ;

3° Sciences financières ;

4° Régime des statistiques à l'étranger.

On peut choisir un sujet parmi les quatre proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

Règle de l'examen supérieur des candidats policiers

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen des candidats policiers :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une université natio-

nale ou privée ou d'une université d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique de l'étranger ;

3° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école supérieure de police ;

4° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école supérieure de police de l'étranger ;

5° Avoir les capacités techniques nécessaires à un policier ou être auteur technique et avoir reçu, après vérification de ces capacités, l'approbation du comité d'examens ;

6° Avoir passé l'examen général des policiers depuis quatre ans ou être nommé depuis trois ans à des fonctions subalternes de police ;

7° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école militaire.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

1° Littérature : thèse et lettre officielle ;

2° Les trois doctrines du peuple ;

3° Les lois d'organisation du gouvernement national ;

4° Droit civil ;

5° Droit criminel ;

6° Procédure criminelle.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires.

1° Science policière ;

2° Droit public international ;

3° Droit privé international ;

4° Etat civil ;

5° Régime des prisons ;

6° Droit administratif.

B) Programme des épreuves à option.

1° Statut de simple police ;

2° Police administrative ;

3° Police judiciaire ;

- 4° Police internationale ;
- 5° Dressage du chien de police ;
- 6° Médecine légale ;
- 7° Pratique des parquets ;
- 8° Législation du travail ;
- 9° Sociologie ;
- 10° Statistique.

On peut choisir quatre sujets parmi les dix proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

ART. 5. — Les candidats reçus font un stage de six mois pour s'exercer, puis sont nommés à leurs fonctions.

*Règle de l'examen supérieur
des candidats des chefs de prison*

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des candidats chefs de prison.

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école de sciences des prisons, d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une faculté de sociologie, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école de sciences des prisons, d'une faculté de droit, d'une faculté de sciences politiques, d'une faculté de sociologie, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique de l'étranger ;

3° Avoir les capacités nécessaires à un chef de prison ou être auteur technique et, après vérification de ces capacités, avoir reçu l'approbation du comité d'examens ;

4° Avoir passé l'examen général depuis quatre ans ou remplir des fonctions subalternes depuis trois ans.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

- 1° Littérature : thèse et lettre officielle ;

- 2° Les trois doctrines du peuple ;
- 3° Les lois d'organisation du gouvernement national ;
- 4° Droit criminel.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Procédure criminelle ;
- 2° Régime des prisons ;
- 3° Hygiène des prisons ;
- 4° Statuts des prisons ;
- 5° Régime des ateliers.

B) Programme des épreuves à option :

- 1° Sociologie ;
- 2° Police judiciaire ;
- 3° Pratique des parquets ;
- 4° Médecine légale ;
- 5° Langue étrangère (anglais ou français).

On peut choisir trois sujets parmi les cinq proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen parmi les épreuves nécessaires.

ART. 5. — Les candidats reçus font un stage de trois mois dans une prison et sont ensuite nommés à leurs fonctions.

Règle de l'examen supérieur des candidats hygiénistes

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des candidats hygiénistes.

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une université d'hygiène, d'une faculté de médecine, d'une faculté de pharmacie, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une université d'hygiène, d'une université de médecine, d'une faculté de phar-

macie, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique de l'étranger ;

3° Avoir les capacités nécessaires à un médecin, à un pharmacien ou à un hygiéniste ou être auteur technique et avoir reçu, après vérification de ces capacités, l'approbation du comité d'examens ;

4° Avoir passé l'examen général depuis 4 ans ou rempli depuis 3 ans les fonctions subalternes d'hygiéniste.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

1° Littérature : thèse et lettre officielle ;

2° Les trois doctrines du peuple ;

3° Les lois d'organisation du gouvernement national ;

4° Hygiène sociale ;

5° Histoire de l'hygiène sociale.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

1° Biologie ;

2° Hygiène générale ;

3° Pratique de l'hygiène industrielle ;

4° Hygiène des locaux industriels ;

5° Les maladies professionnelles.

B) Programme des épreuves à option :

1° Médecine légale ;

2° Chimie de l'hygiène ;

3° Sociologie ;

4° Langue étrangère.

On peut choisir deux sujets parmi les quatre proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

Règle de l'examen supérieur des candidats médecins

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise, répondant à l'une des conditions suivantes,

ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des candidats médecins :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de médecine, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de médecine, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique étrangère ;

3° Avoir les capacités nécessaires à un médecin ou être auteurs technique et avoir reçu, après vérification de ces capacités, l'approbation du comité d'examens ;

4° Avoir passé l'examen général depuis 4 ans ou avoir aidé un médecin consultant depuis 3 ans.

ART. 2. — Programme de la première épreuve écrite :

1° Littérature : thèse et lettre officielle ;

2° Les trois doctrines du peuple ;

3° Les lois d'organisation du gouvernement national ;

4° Législation chinoise ;

5° Anatomie ;

6° Médecine légale ;

7° Diagnostics chirurgicaux ;

8. Pathologie humaine ;

9° Physiologie.

ART. 3. — Programme de la deuxième épreuve écrite :

A) Programme des épreuves obligatoires :

1° Hygiène générale ;

2° Chimie médicale ;

3° Thérapeutique ;

4° Dermatologie ;

5° Psychologie expérimentale ;

6° Neurologie ;

7° Bactériologie ;

8° Maladies contagieuses.

B) Programme des épreuves à option :

1° Ophtalmologie ;

- 2° Otologie ;
- 3° Infection ;
- 4° Chirurgie des blessures ;
- 5° Chirurgie des fractures ;
- 6° Radiographie ;
- 7° Psychose ;
- 8° Accouchement ;
- 9° Langue étrangère.

On peut choisir trois sujets parmi les neuf proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

ART. 5. — Les candidats reçus peuvent s'établir médecins.

Règle de l'examen supérieur des candidats pharmaciens

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise, répondant à l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen supérieur des candidats pharmaciens.

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de pharmacie, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une faculté de pharmacie, d'une université nationale ou privée ou d'une université d'enseignement technique de l'étranger ;

3° Avoir les capacités nécessaires à un pharmacien ou être auteur technique et avoir reçu, après vérification de ces capacités, l'approbation du comité d'examens ;

4° Avoir passé l'examen général depuis 4 ans ou avoir rempli des fonctions subalternes dans une pharmacie depuis trois ans.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Littérature : thèse et lettre officielle ;
- 2° Les trois doctrines du peuple ;
- 3° Les lois d'organisation du gouvernement national ;

- 4° Législation chinoise ;
- 5° Médecine légale ;
- 6° Pathologie humaine ;
- 7° Physiologie humaine ;
- 8° Pharmaceutique.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Botanique pharmaceutique ;
- 2° Chimie analytique ;
- 3° Manipulations de pharmacie ;
- 4° Pharmacie galénique ;
- 5° Matières médicales ;
- 6° Technique bactériologique ;
- 7° Chimie minérale ;
- 8° Physique pharmaceutique.

B) Programme des épreuves à option :

- 1° Hydrologie ;
- 2° Géologie ;
- 3° Radiographie ;
- 4° Toxicologie ;
- 5° Géométrie analytique ;
- 6° Langue étrangère.

On peut choisir trois sujets parmi les six proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

Les candidats reçus ont le droit de s'établir pharmaciens.

DEUXIÈME SECTION

Les examens généraux

Règle de l'examen général des candidats administrateurs

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant les conditions exigées par l'article 6 des lois d'examens, ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats administrateurs.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Langue chinoise ;
- 2° Précis des trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Géographie de la Chine ;
- 5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

- 1° Précis de droit administratif ;
- 2° Précis de droit civil ;
- 3° Précis de droit criminel ;
- 4° Economie politique simple.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen.

Règle de l'examen général des candidats fonctionnaires diplomates

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant les conditions exigées par l'article 6 des lois d'examens, ont le droit de se présenter à l'examen des candidats fonctionnaires diplomates.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Langue chinoise ;
- 2° Précis des trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine et des pays étrangers ;
- 4° Géographie de la Chine et des pays étrangers ;

5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

1° Droit public général ;

2° Précis de droit civil ;

3° Economie politique simple ;

4° Histoire diplomatique simple ;

5° Langue étrangère (anglais, français, allemand, japonais, russe, etc... au choix).

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen ou sur une langue étrangère.

Règle de l'examen général

candidats fonctionnaires de l'administration des finances

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant les conditions exigées par l'article 6 des lois d'examens ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats administrateurs financiers.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

1° Langue chinoise ;

2° Précis des trois doctrines du peuple ;

3° Histoire de la Chine ;

4° Géographie de la Chine ;

5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

1° Economie politique ;

2° Précis de droit civil ;

3° Science financière ;

4° Législation financière ;

5° Droit commercial.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen.

Règle de l'examen général des candidats comptables

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise répondant aux conditions exigées par l'article 6 des lois d'examens ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats comptables.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Langue chinoise ;
- 2° Précis des trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Géographie de la Chine ;
- 5° Science financière.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

- 1° Economie politique ;
- 2° Précis de droit civil ;
- 3° Comptabilité ;
- 4° Législation financière.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen.

Règle de l'examen général des candidats statisticiens

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise répondant aux conditions exigées par l'article 6 des lois d'examens ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats statisticiens.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Langue chinoise ;
- 2° Précis des trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Géographie de la Chine ;
- 5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

- 1° Economie politique ;
- 2° Précis de droit civil ;

- 3° Statistique ;
- 4° Statut comptable.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen.

*Règle de l'examen général
des candidats fonctionnaires de l'instruction publique...*

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise, remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats fonctionnaires de l'instruction publique :

- 1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école normale ou d'une autre école de même valeur ;
- 2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école normale ou d'une autre école de même valeur de l'étranger ;
- 3° Répondre aux conditions exigées par l'article 6 des lois d'examens ;
- 4° Etre instituteur d'école primaire.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Langue chinoise ;
- 2° Précis des trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Géographie de la Chine ;
- 5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

A) Programme des épreuves obligatoires :

- 1° Enseignement administratif ;
- 2° Précis de droit civil ;
- 3° Règle des surveillants ;
- 4° Raison fondamentale de l'enseignement.

B) Programme des épreuves à option :

- 1° Sociologie ;
- 2° Régimes de l'enseignement à l'étranger ;
- 3° L'enseignement social.

On peut choisir un sujet parmi les trois proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

Règle de l'examen général des candidats policiers

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats policiers.

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école de police, d'un lycée, d'un collège ou d'une école de même valeur ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école de police, d'un lycée, d'un collège ou d'une école de même valeur de l'étranger ;

3° Exercer des fonctions de police depuis trois ans.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

1° Langue chinoise ;

2° Précis des trois doctrines du peuple ;

3° Histoire de la Chine ;

4° Géographie de la Chine ;

5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

A) Programme des épreuves obligatoires :

1° Science de police ;

2° Statuts de simple police ;

3° Police administrative ;

4° Précis de droit criminel.

B) Programme des épreuves à option :

1° Précis de droit civil ;

2° Etat civil ;

3° Police judiciaire ;

4° Sociologie.

On peut choisir un sujet parmi les quatre proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

ART. 5. — Les candidats reçus font un stage d'un mois pour s'exercer à leurs travaux, puis sont nommés à des fonctions subalternes.

Règle de l'examen général des candidats hygiénistes

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats hygiénistes :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'un lycée, d'un collège, ou d'une école de même valeur ;

2° Exercer des fonctions subalternes d'hygiénistes depuis trois ans.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

1° Langue chinoise ;

2° Précis des trois doctrines du peuple ;

3° Histoire de la Chine ;

4° Géographie de la Chine ;

5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

A) Programme des épreuves obligatoires :

1° Biologie ;

2° Hygiène publique ;

3° Hygiène générale ;

4° Médecine légale.

B) Programme des épreuves à option :

1° Sociologie ;

2° Physiologie ;

3° Droit civil ;

4° Droit criminel.

On peut choisir un sujet parmi des quatre proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

*Règle de l'examen général
des candidats greffiers de tribunal*

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats greffiers de tribunal :

- 1° Avoir le diplôme de fin d'études d'un lycée, d'un collège, ou d'une école de même valeur ;
- 2° Avoir des fonctions dans un tribunal depuis trois ans.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° langue chinoise ;
- 2° Précis des trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

- 1° Précis de droit civil ;
- 2° Précis de droit criminel ;
- 3° Précis de procédure civile ;
- 4° Précis de procédure criminelle ;
- 5° Législation chinoise.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen parmi les deuxièmes épreuves écrites.

*Règle de l'examen général
des candidats surveillants de prison*

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens de la république chinoise, remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen général des candidats surveillants de prison :

- 1° Avoir le diplôme de fin d'études d'un lycée, d'un collège ou d'une autre école de même valeur ;
- 2° Remplir des fonctions dans une prison ou un tribunal depuis trois ans.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Langue chinoise ;
- 2° Précis des trois doctrines du peuple ;
- 3° Histoire de la Chine ;
- 4° Géographie de la Chine ;
- 5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

A) Programmes des épreuves obligatoires :

- 1° Statuts des prisons ;
 - 2° Hygiène des prisons ;
 - 3° Régime des prisons ;
 - 4° Précis de droit criminel.
- B) Programme des épreuves à option :
- 1° Précis de droit civil ;
 - 2° Sociologie ;
 - 3° Régime des ateliers ;
 - 4° Précis de procédure criminelle.

On peut choisir un sujet parmi les quatre proposés.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les épreuves obligatoires.

TROISIÈME SECTION

Les examens spéciaux

Règle de l'examen spécial des candidats postiers

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise, remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen spécial des candidats postiers :

- 1° Avoir le diplôme de fin d'études d'un lycée, d'un collège ou d'une école de même valeur ;
- 2° Remplir des fonctions subalternes dans les postes depuis trois ans.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Langue chinoise ;
- 2° Précis des trois doctrines du peuple.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

- 1° Langue étrangère ;
- 2° Géographie de la Chine ;
- 3° Géographie des pays étrangers ;
- 4° Mathématiques.

ART. 4. — Les épreuves érales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les deuxièmes épreuves écrites.

Règle de l'examen spécial des candidats accoucheurs

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise, remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen spécial des candidats accoucheurs :

- 1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école d'accouchement ;
- 2° Remplir des fonctions dans un hôpital depuis trois ans ;
- 3° Avoir le diplôme de fin d'études d'une école de médecine.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

- 1° Physiologie ;
- 2° Anatomie ;
- 3° Science de l'accouchement ;
- 4° Pathologie humaine.

ART. 3. — Programme des deuxièmes épreuves écrites :

- 1° Hygiène générale ;
- 2° Thérapeutique ;
- 3° Bactériologie ;
- 4° Pratique des parquets.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les deuxièmes épreuves écrites.

Règle de l'examen spécial des candidats jurés

ARTICLE PREMIER. — Les citoyens et citoyennes de la république chinoise, remplissant l'une des conditions suivantes, ont le droit de se présenter à l'examen des candidats jurés :

1° Avoir le diplôme de fin d'études d'une université nationale ou privée de droit ;

2° Avoir le diplôme de fin d'études de droit d'une université nationale ou privée de l'étranger ;

3° Etre chargé de fonctions de justice depuis trois ans.

ART. 2. — Programme des premières épreuves écrites :

1° Langue chinoise ;

2° Les trois doctrines du peuple ;

3° Histoire de la Chine ;

4° Géographie de la Chine ;

5° Droit constitutionnel.

ART. 3. — Programme des deuxième épreuves écrites :

1° Droit civil ;

2° Droit criminel ;

3° Procédure civile ;

4° Procédure criminelle ;

5° Droit commercial ;

6° Législation chinoise.

ART. 4. — Les épreuves orales portent sur quelques points des sujets traités sur les cahiers d'examen, parmi les deuxièmes épreuves écrites.

CONCLUSION

En Chine, de la révolution de 1911, à 1927, il n'y a pas de règles pour les examens.

Il en résulte que des gens qui, parfois n'entendent rien à la politique, sont chargés des affaires de l'Etat, et que la politique est confuse et l'Etat faible.

En 1928, la cour d'examen est constituée : elle est chargée du pouvoir supérieur pour les examens de l'Etat et chargée de faire passer toutes les catégories d'examens de l'Etat. Avant de recevoir leur nomination, tous les fonctionnaires doivent obligatoirement subir un examen. De cette façon, la politique devient plus claire peu à peu.

Et maintenant, découvrant quelques lacunes dans le système d'examens de la Chine, les propositions suivantes peuvent être faites :

1° Les examinateurs de la cour d'examen seraient protégés par des lois, comme le sont actuellement les députés et les magistrats et seraient ainsi des personnalités humaines supérieures qui pourraient agir selon un pouvoir d'examen vraiment indépendant ;

2° Le système et les méthodes d'examens seraient réglés par la cour d'examen, seule. Si les gouvernements locaux s'occupent de ce qui concerne ces examens, il y a préjudice pour l'indépendance du pouvoir d'examen ;

3° Le système d'instruction serait en relation étroite avec le système d'examen. Dans toutes les écoles, un certain nombre d'élèves seraient exonérés des frais d'études, ce qui faciliterait l'instruction des enfants pauvres. Dans les écoles d'enseignement technique, dans les universités, les étudiants pauvres méritants, recevraient de quoi vivre, en plus de l'exonération des frais d'études. De cette façon, riches et pauvres recevraient la même instruction et auraient les mêmes occasions de servir l'Etat.

4° Actuellement, il y a en Chine un examen différent pour chaque fonction; cette méthode de la cour d'examen est parfaite. Mais il serait préférable que les candidats fussent interrogés, moins sur des questions de mémoire et davantage sur des questions de raisonnement. On favoriserait ainsi l'éclosion de vocations scientifiques insoupçonnées;

5° Dans la remise de diplôme à un candidat, les examinateurs tiendraient compte, non pas seulement du résultat de son examen, mais encore de son intelligence, de son expérience, de son instruction, de sa santé, de son caractère et de son travail scolaire;

6° Tous les fonctionnaires passent actuellement un examen avant leur nomination. Il faudrait cependant que la loi de l'offre et de la demande soit respectée, c'est-à-dire qu'il faudrait proportionner le nombre des candidats aux places disponibles, afin de ne pas courir le risque d'avoir des fonctionnaires diplômés, mais chômeurs;

7° Quant aux greffiers du gouvernement local, leurs nominations se feraient suivant les besoins et le

gouvernement local se chargerait de l'examiner lui-même. Il ne serait pas nécessaire que la Cour s'occupât de faire passer les épreuves à ces fonctionnaires subalternes. Le gouvernement local s'en chargerait seul, ce serait plus pratique ;

8° Les recommandations seraient supprimées afin de remédier à la mauvaise coutume de confier des fonctions à des hommes peu capables, sous le prétexte qu'ils ont de hautes relations ;

9° La cour d'examen a constitué un bureau de Chancellerie. Les vacances, parmi les fonctionnaires des gouvernements locaux, seraient notifiées périodiquement à la cour d'examens. Celle-ci enverrait aux gouvernements locaux des candidats reçus en les nommant à leurs fonctions. Il serait absolument défendu à ces gouvernements de nommer un fonctionnaire à leur gré ;

10° Deux examens ne seraient pas nécessaires ; ce sont : l'examen des fonctionnaires déjà nommés et l'examen des candidats à la députation.

Le fonctionnaire, s'il manque de capacités nécessaires, ou s'il commet quelque faute dans l'exercice de ses fonctions, peut être l'objet de sanctions ou même être révoqué par le bureau de la Chancellerie.

En ce qui concerne la liberté d'élection du peuple, c'est la méthode générale de tous les états démocratiques. Il n'y aurait pas d'inconvénient grave à ce que les candidats à la députation ne subissent pas d'examen ;

11° Quand quelqu'un a créé une nouvelle science technique, ou s'est révélé d'une grande capacité d'au-

teur technique, si la vérification opérée par le comité d'examens a démontré que ces capacités sont réelles et appartiennent bien à celui qui en fait état, ce candidat n'aurait pas besoin de passer un examen. Il serait nommé immédiatement, ce qui aurait l'avantage de montrer qu'une excellente instruction technique est très appréciée par l'Etat ;

12° En réglant le programme des examens, la cour d'examens se conformerait au programme technique des écoles et des universités de façon à ce que les candidats ne se heurtent pas à des questions qu'ils n'ont pas préparées.

Quoique la Chine jouisse actuellement d'un système d'examen indépendant, il serait d'autant plus parfait si on voulait remédier aux lacunes signalées : ce serait alors la consécration du pouvoir d'examen et de méthode d'examen.

Dans un avenir très rapproché, il est certain que la cour d'examens de Chine reformera les défauts de son système actuel.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES FRANÇAIS ET CHINOIS

- JOSEPH BARTHÉLEMY. — Précis de droit constitutionnel (2^e édition, Paris, 1933).
- JACKY YEN. — Le droit administratif local en Chine (Thèse Nancy, 1935).
- Librairie Fontagnères.* — Le guide du candidat aux examens (Paris, 1928).
- SUN-YAT-SEN. — Les trois doctrines du peuple.
— Le principe de l'établissement de l'Etat (1911).
- LIN-TCHI-TCHAO. — L'économie politique de la dynastie Tchîn. Librairie: « La commercial Presse » (Changhaï, 1927).
- MING-SHIH. — Histoire du système d'élection (Pékin, 1921).
— Critique du système d'élection (Pékin, 1930).
— Critique du système d'examen de l'Ancienne Chine (Pékin, 1930).
- TAN-TI-IN. — Le système d'examen de la Chine (Changhaï, 1928).
- CHANG-SHING. — Histoire du système d'examen de la Chine (Changhaï, 1931).
- KAO-LIN-MING. — Histoire des épreuves en Chine (Changhaï, 1928).
- CHANG-TCHIN-PIN. — Précis de droit constitutionnel (Changhaï, librairie Sin-Cheng-Ming, 1^{re} édition, 1932).
- WIE-LU-MEN. — Histoire de l'instruction dans l'Ancienne Chine (Changhaï, librairie Sin-Chang-Ming, 1^{re} édition, 1934).

- KAO-SHING. — Histoire de la dynastie Han (Changhaï, 1927).
TI-TIN-TIEN. — Vers les Anciens (Changhaï, librairie Sin-Cou-Tan, 1^{re} édition).
MA-SHIH-VIN-TON. — Littérature ancienne (Vol. 28, 29, 30, 40, 46).
TON-SHIH-TON-TIN. — Littérature ancienne (Vol. 13, 15).
YOÏN-WANG. — Histoire de Chine (Vol. 21, Changhaï, librairie « La commercial Press »).
TIN-SHIH-TON-TCHEN. — Littérature ancienne (Vol. 58, 59, Changhaï).
CHOU-FIN. — Histoire de la dynastie Ming (Vol. 69, 70).
YOÏN-ME. — Lettres anciennes (Changhaï).
PA-LIN-LU. — Littérature ancienne (Changhaï, 1901).
Les décrets de la cour d'examen (Edité par le bureau des secrétaires de la cour d'examen, Nankin, 1933).
Les décrets supplémentaires de la cour d'examen (Edité par le bureau des secrétaires de la cour d'examen, Nankin, 1934).
Histoire du système d'examen en Chine (Rédigée par la cour d'examen, Nankin, 1931).
Histoire des épreuves en Chine (Rédigée par la cour d'examen, Nankin, 1932).

REVUES CHINOISES

- Les Annales de Sun-Pao (Journal de Changhaï)*. Changhaï, 1935.
Les Annales du comité central de Kouomintan. Nankin, 1930.
Revue des examens et des récompenses et châtiments en Chine (Rédigée par la cour d'examen. Nankin, 1934).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

LE POUVOIR D'EXAMEN RÉUNI AU POUVOIR EXÉCUTIF

CHAPITRE PREMIER. — <i>La période d'élection (247 avant J.-C. - 150 avant J.-C.)</i>	13
CHAPITRE II. — <i>La période d'examen (151 avant J.-C. - 1404)</i>	15
<i>Section I. — Le système d'examen combiné au système d'élection 151 avant J.-C. - 54 avant J.-C.)</i> ..	15
§ I. — 78 ans avant J.-C.	16
§ II. — 76 ans avant J.-C.	16
§ III. — 62 ans avant J.-C.	16
§ IV. — 59 ans avant J.-C.	17
<i>Section II. — La période d'examen complètement (54 avant J.-C. - 1404)</i>	17
§ I. — Dynastie Sui	17
§ II. — Dynastie Tran	18
§ III. — Dynastie Song	19
§ IV. — Dynastie Yoin	22

DEUXIÈME PARTIE
LA PÉRIODE DU POUVOIR
D'EXAMEN INDÉPENDANT

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le pouvoir d'examen indépendant de la période monarchique (1405-1911)</i>	27
<i>Section I.</i> — Les sortes d'examen	28
§ I. — L'examen des écoliers	28
§ II. — L'examen des étudiants	28
§ III. — L'examen dans la capitale	30
§ IV. — L'examen du palais	31
<i>Section II.</i> — Le système d'école	31
<i>Section III.</i> — Règles d'examen	37
a) Les règles relatives au passage de l'épreuve	37
b) N'ont pas le droit de se présenter à l'examen ..	37
c) Les règles relatives à la correction des épreuves..	38
<i>Appendice</i>	39
a) Avantages	40
b) Inconvénients	40
CHAPITRE II. — <i>Le pouvoir d'examen indépendant de la période républicaine (1911-1935)</i>	43

TROISIÈME PARTIE
LE SYSTÈME ACTUEL D'EXAMEN DE LA CHINE

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'organisation de la Cour d'examen</i>	57
§ I. — Le président de la Cour d'examen	58

	Pages
a) Le bureau des secrétaires	59
I. La Section des affaires générales	60
II. La Section des messages	61
III. La Section des recherches	62
b) Le bureau des conseillers	63
c) Le bureau de rédaction	63
§ II. — L'assemblée d'examen	64
Le Comité d'examen	69
§ III. — Le bureau de la Chancellerie	73
I. Le bureau du secrétaire	74
II. Le bureau des inscriptions	76
III. Le bureau des vérifications	77
IV. Le bureau de stage des candidats fonction- naires, reçus aux examens	78
V. La Commission de la Chancellerie	79
<i>Appendice</i>	80
§ I. — Loi du 24 février 1928 sur l'organisation de la Cour d'examen	80
§ II. — Loi du 1 ^{er} août 1929 sur l'organisation de l'assemblée d'examen	82
§ III. — Loi du 17 décembre 1928 sur l'organisation du bureau de la Chancellerie	83
CHAPITRE II. — <i>Les attributions de la Cour d'examen</i> ..	87
Section I. — Les Examens	87
§ I. — Les examens généraux	87
§ II. — Les examens supérieurs	90
§ III. — Les examens spéciaux	92
§ IV. — L'examen des candidats à la députation et l'examen des fonctionnaires	92
<i>Appendice</i>	94
§ I. — La loi d'examen (publiée par le gouver- nement national le 1 ^{er} août 1929)	94

§ II. — Règles de la salle d'examen (proclamée par l'assemblée d'examen, le 29 septembre 1933)..	96
Section II. — Attributions de la Chancellerie	98
CHAPITRE III. — <i>Les genres d'examens et le programme de chaque genre d'examen</i>	101
Section I. — Les Examens supérieurs	101
Section II. — Les Examens généraux	121
Section III. — Les Examens spéciaux	128
CONCLUSION	131
BIBLIOGRAPHIE	135

Vu :
Nancy, le 5 décembre 1935,
Le Président de la thèse :
LALOUEL.

Vu :
Nancy, le 6 décembre 1935,
Le Doyen de la Faculté de Droit :
SENN.

Vu et permis d'imprimer :
Nancy, le 7 décembre 1935,
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université :
BRUNTZ.

